



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT!

est à nous

Dossier

Qatar

**Le gaz, les dollars
et les USA**

pages 6 et 7

n°204 - 18 juillet 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

CONTRE LE RAPPORT MOREAU



LA MEILLEURE RETRAITE, C'EST LA LUTTE

Encore une promesse non tenue : Hollande ne devait pas prendre la parole depuis l'Élysée à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet. C'est à peu près le seul intérêt d'une prestation particulièrement creuse dont la seule information originale, peut-être un peu trop, est que la reprise économique est à nos portes.

Et une déclaration historique : « Je ne ferai d'augmentations d'impôts que si elles sont absolument indispensables, dans l'idéal le moins possible »...

Malheureusement, rien à se mettre sous la dent pour toutes celles et ceux pour qui la réforme des retraites est plus que jamais l'enjeu de la rentrée sociale. À ce sujet, aucun scoop : il faut « faire une réforme qui aille au-delà de 2020... Nous allons allonger progressivement la durée de cotisation, tout le monde fera un effort ».

Le gouvernement et le PS jouent la montre

Tout indique que le gouvernement temporise, joue la montre en raccourcissant au maximum le temps entre les propositions effectives et le vote par le Parlement. Évidemment, la perspective des élections municipales et européennes du printemps ne laisse que peu de temps pour

SUITE PAGE 2



M 04249 - 204 - F. 1,20 €

Agenda



SUITE DE LA PAGE 1

réduire les plaies causées par une nouvelle contre-réforme. Pour faire passer le temps, le gouvernement laisse le Parti socialiste se mettre d'accord sur un texte qui, tout en avalisant l'augmentation du nombre d'années de cotisation nécessaire pour prétendre à une retraite à taux plein sans décote, émet des doutes sur les autres reculs envisagés dans le rapport Moreau. La « gauche » du parti préconise un report de la réforme, alors que Sapin refuse de l'envisager. Le débat « public » est enfermé rue de Solferino, au siège du Parti socialiste. Déjà vrai pour les gouvernements de droite précédents, le choix de la période de l'été pour « mettre en débat » une réforme de cette importance, illustre le peu de confiance du gouvernement dans l'efficacité du dialogue social et le peu de cas que la prétendue « social-démocratie »... fait de la démocratie.

Des syndicats discrets

Ce n'est pas une surprise que les syndicats accompagnateurs de l'austérité déguisée en « rigueur » et d'« homogénéisation des régimes » par alignement sur le moins disant, soient si discrets. Les couloirs de Matignon sont leur lieu « d'action » privilégié. Malheureusement, dans le même temps c'est le silence assez lourd du côté des organisations qui ont annoncé leur refus des principales mesures envisagées. Des communiqués mesurés tant sur le fond

que sur la forme laissant entendre que la négociation reste possible, que l'on pourrait faire changer de cap le gouvernement par la simple explication du caractère inefficace et injuste des mesures proposées. En tout cas, aucune initiative de mobilisation estivale.

Sur le Tour de France, lors des festivités du 14 juillet sur les Champs-Élysées, ou ailleurs, ce sont toujours les réacs de la « Manif pour tous » qui sont en vue. On a connu des étés plus « chauds », même sur le terrain social. Où sont les caravanes des plages, des lieux de vacances, les apparitions de responsables syndicaux en des lieux ou à des dates bien visibles ?

Il ne suffit pas de dire qu'il faut gagner la bataille de l'opinion, surtout s'il est question de convaincre en vue d'une mobilisation à la hauteur des enjeux, en conscience des difficultés. Expertises et contre-propositions ne permettront pas de convaincre Hollande-Ayrault-Sapin.

Contre le « dialogue social », la mobilisation

Un Collectif unitaire se construit à l'image de celui qui a participé à la mobilisation de 2010. Il regroupe partis politiques, syndicats, organisations féministes, organisations de chômeurs, de jeunes, des associations, des « personnalités ». Après la conférence de presse du mercredi 10 juillet, une nouvelle initiative a été décidée pour le mercredi 4 septembre,



Cherbourg le 16 octobre 2010. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FRANCK HOULGATTE

jour du conseil des ministres, sous la forme d'une conférence de presse publique dans un lieu proche de l'Assemblée ou de Matignon.

De leur côté, les organisations syndicales – CGT, FSU, FO et Solidaires – ont fixé une première date d'action au 10 septembre. Si manifestations et appels à la grève sont au programme, l'ampleur de cette première journée de mobilisation risque d'être déterminante pour la poursuite de la lutte. Il est indispensable d'en assurer le succès. En guise de préparation, la CGT a

planifié de son côté une série de meetings de rentrée : le 3 septembre à Nantes, le 4 à Montpellier, le 5 à Paris et le 9 à Lyon.

En parallèle à ces différents rendez-vous, il faut dès maintenant construire des initiatives locales (meetings, rassemblements) afin de faire en sorte que la première journée nationale soit réussie et puisse constituer le point de départ d'une mobilisation suffisamment forte et durable pour faire reculer le gouvernement.

Robert Pelletier

regards

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

Roms : « À travers les misères qui leur sont infligées, c'est à toute la population française qu'un message est délivré et qu'un piège est tendu »

Entretien. Farid Bennaï est un des animateur de l'ASEFRR, l'association de solidarité Essonne avec les familles Roms et Roumaines. Militant antiraciste et pour l'égalité des droits, il revient avec nous sur la situation des Roms, au moment où plusieurs politiques multiplient les déclarations scandaleuses à leur encontre.



DR

Peux-tu nous faire un rapide tableau de la situation des Roms dans l'Essonne ?

La situation pourrait se résumer à ces mots : intimidation suivie d'expulsions partout et tout le temps. Cela signifie destructions des maigres biens, déscolarisation, non-respect des droits des enfants ou des droits humains tout court, c'est inadmissible ! Et c'est bien une volonté politique nationale qui doit être mise en cause, car rejeter, expulser, c'est une politique abjecte de refus d'une population, lui niant jusqu'au droit d'existence sur notre sol. Chaque expulsion, chaque destruction de leur habitat précaire sans solution alternative, laisserait penser que le problème ce serait eux. La stigmatisation de cette population a pour conséquence une légitimation des propos racistes, de laisser faire des élus locaux qui refusent la loi, et quand bien même ils seraient en conformité en terme d'aire d'accueil des « voyageurEs », cela leur donne-t-il le droit de bafouer les droits humains ? Les familles Roms sont trop souvent en but à un harcèlement policier sans respect pour les droits fondamentaux.

Comment d'après toi leur situation a-t-elle globalement évolué depuis le changement de gouvernement et l'arrivée de Hollande ?

Après la présidence de Sarkozy, nous constatons que celle de Hollande persiste à traiter les Roms comme si c'était eux le problème, et cela alors que la France a déjà été condamnée à 6 reprises par le Comité européen des droits sociaux dépendant du Conseil de l'Europe pour sa politique discriminatoire à l'égard des Roms. C'est bien en France, chez nous, qu'au petit matin, des êtres humains – hommes, femmes, enfants – sont chassés des abris qu'ils ont réussi à se construire, tels des nuisibles. Malgré l'engagement de François Hollande, alors qu'il était candidat, et la publication d'une circulaire allant en ce sens au mois d'août 2012, la situation des Roms en France ne s'est pas améliorée, loin s'en faut. C'est pire aujourd'hui.

Les destructions de lieux de vie sans relogement autre que quelques nuits d'hôtel ont été, en 2012, plus nombreuses à partir du mois de juin... Les expulsions continuent. Des cars de CRS accompagnés de bulldozers jettent dehors les habitants des terrains de fortune et des squats, rasent

les maisons construites par leurs habitants devant les yeux d'enfants terrorisés, et détruisent les formes de vie, certes précaires, qui s'y étaient organisées. Des OQTF (obligation de quitter le territoire français) sont toujours distribuées de façon massive. Des mesures transitoires font toujours obstacle à l'accès au travail des citoyens roumains et bulgares, pourtant citoyens européens.

Quelles seraient les mesures urgentes pour changer sensiblement la situation des Roms ?

À qui fera-t-on croire qu'il n'est pas possible de trouver un peu partout en France des terrains où l'on puisse installer un habitat léger et provisoire, avec le minimum pour l'hygiène et la sécurité, le temps nécessaire pour que l'insertion par le travail pour les adultes et par l'école pour les enfants, fasse son œuvre ? Qu'est ce que ce « problème » qui concerne de 15 à 20 000 personnes, comparé à la population de la France de plus de 65 millions ? Une goutte d'eau si on veut vraiment prendre le problème à bras le corps. Nous réclamons depuis des années que le gouvernement donne l'ordre à ses préfets

d'organiser avec tous les maires et les présidents des conseils généraux, l'accueil des familles Roms. Ce que nous réclamons ne concerne d'ailleurs pas que les familles Roms, car la France compte au moins 130 000 sans abris.

Dans ce contexte, comment analyses-tu les récentes déclarations scandaleuses de Le Pen puis d'Estrosi ?

Il faut les replacer dans un contexte historique : esclavagisme, colonialisme, capitalisme... Cela n'a donc rien d'inhabituel, c'est un classique des « valeurs civilisatrices » de l'État français. Les violences dont sont victimes les Roms par les autorités françaises, n'ont qu'un seul but. À travers les misères qui leur sont infligées, c'est à toute la population française qu'un message est délivré et qu'un piège est tendu : le message de la résignation et le piège de la division. La stigmatisation de ces populations a pour conséquence une légitimation des propos racistes. Le décor est planté, et les Le Pen, Estrosi, Valls n'ont plus qu'à s'agiter pour faire de la surenchère électorale sur le dos des Roms, des « musulmans », des sans papiers, des immigrés, etc.

ÉGYPTE Les dangers de la transition

Deux semaines après la mobilisation historique du 30 juin, qui s'est soldée trois jours plus tard par la destitution de Morsi par l'armée, un nouveau processus de transition se met en place sous la houlette de celle-ci.

Déclaration constitutionnelle, référendum, promesse d'élections législatives en 2014, le vocabulaire donne une impression de déjà-vu et rappelle la phase qui avait suivi la chute de Moubarak en février 2011. À ceci près que cette fois, un acteur majeur a été éliminé et que de nouveaux accèdent aux responsabilités. Avec la cooptation de l'opposition libérale, notamment la nomination de Mohamed El-Baradeï au poste de vice-président en charge des relations internationales, mais aussi de cadres « discrets » de l'appareil de l'ancien régime, en premier lieu le président par intérim Mansour, le remaniement du personnel politique va bon train. Au détriment des grands perdants que sont les Frères musulmans, délégitimés par la population et renversés par l'armée. Si elle n'a pas dit son dernier mot, balayée par cette nouvelle vague de la révolution égyptienne après avoir échoué à l'épreuve du pouvoir, la confrérie entre vraisemblablement dans une phase de déclin irréversible et avec elle ce qu'on appelle l'islam politique en tant que force de gouvernement.

Union sacrée ?

Mais si la démonstration et surtout l'expérience est désormais faite aux yeux des masses que les Frères musulmans sont le « produit d'une crise qu'ils ne peuvent résoudre », le défi pour le mouvement révolutionnaire égyptien reste énorme, et en premier lieu celui de se doter d'une direction politique propre autonome et imperméable aux sirènes du jeu de chaises musicales en cours. Si il était prévisible et dans l'ordre des choses que l'opposition libérale profite de la chute de Morsi pour se précipiter dans ce jeu, l'annonce faite aujourd'hui de la nomination du secrétaire général de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants, Kaml Abu Eita, au poste de ministre du Travail, une

semaine après un scandaleux appel à suspendre les grèves, est un coup dur pour le mouvement ouvrier égyptien, acteur majeur de la révolution. L'autre défi reste dans le retour de l'illusion tenace vis-à-vis du rôle de l'armée, symbolisée par la reprise du slogan « Le peuple et l'armée d'une seule main » qui a salué pendant plusieurs jours le survol de la place Tahrir et du palais d'Ittihadeya par l'aviation. Si celle-ci, en prévoyant une mobilisation monstre le 30 juin, avait préparé à l'avance les conditions de son intervention, profitant d'un calendrier idéal (l'approche du Ramadan réduisant la plage de contestation), elle ne s'était peut-être pas attendu à être à nouveau réintroduite par la mobilisation dans son rôle de « protectrice de la nation ». Adoubee même par des

figures de l'opposition de gauche, comme le nassérien Hamdeen Sabahi qui en avait appelé à elle dès le soir du 30 juin.

Épilogue ou prémisse ?

Profitant de son état de grâce et de la haine qui prévaut désormais envers les Frères musulmans dans une large partie de la société égyptienne, bien au-delà du mouvement lui-même, l'armée a au matin du lundi 8 juillet frappé un grand coup contre son vieil ennemi, en se livrant à un véritable massacre contre les supporters du président déchu, aux abords du siège de la Garde présidentielle. Les accusant d'avoir attaqué en premier, l'armée a ouvert le feu sur la foule, tuant 51 personnes et en blessant plus de 300 autres, soit la plus grande tuerie commise directement par l'armée depuis la révolution du

25 janvier. Si les Frères musulmans ont eux-mêmes été impliqués dans des attaques meurtrières les jours précédents¹, les réactions observées dans le mouvement face cet épisode répressif de la part d'une armée à peine revenue aux affaires, oscillaient entre indifférence, justification et satisfaction explicite. Des réactions qui témoignent de l'urgence de la tâche pour la Révolution égyptienne qui consiste, après s'être débarrassé d'un de ses deux principaux ennemis, les Frères musulmans, à lutter de toutes leurs forces contre « l'Union sacrée » au sein de laquelle l'armée, avec la complicité de l'aile « libérale » de la classe dirigeante du pays, tente de les étouffer.

Romain Hingant

1- Comme à Alexandrie le 5 juillet : <https://www.youtube.com/watch?v=ph40CrOjMco>



Par **Côme Pierron**

25 %

Interrogé le 14 juillet sur l'augmentation de 25% en un an des 500 premières fortunes de France, François Hollande a affirmé ne pas être là « pour spolier ». Il demande aux grandes fortunes d'être solidaires... Pourtant, la révélation par l'hebdomadaire *Challenges* de cette progression de la richesse des principaux capitalistes hexagonaux vient à point nommé dans le débat sur le financement des retraites. Alors que le gouvernement, dans le droit fil des revendications néo-libérales, s'apprête à faire payer aux salariéEs et retraitéEs le déficit annoncé de 20 milliards pour les régimes de retraites, le classement de *Challenges* affiche des fortunes cumulées représentant 330 milliards d'euros.

La guerre sans merci que mène le capital contre les classes ouvrières du monde produit ses effets : on enregistre ici 10 milliardaires supplémentaires. En un an, les dix premiers de la liste ont vu leur fortune augmenter de 30 milliards, cumulant 135 milliards d'euros, soit 40% du total. Bien assez pour assurer le financement des retraites et des services publics... pour éviter par exemple les accidents mortels dans les transports en commun comme à Brétigny-sur-Orge ce week-end. En contrepoint, *le Parisien* s'est fait l'écho ce 15 juillet d'une étude montrant que 28% des détenteurs de compte bancaire dépassent le découvert autorisé chaque mois. 65% seraient débiteurs au moins une fois par an. Et sans surprise, les plus bas revenus sont les plus nombreux dans cette situation. Récupérer sur les véritables spoliateurs que sont les capitalistes les milliards de profits qu'ils accumulent sur l'exploitation de la force de travail de milliards de travailleuses et de travailleurs de par le monde, ce ne serait pas « spolier ». On ne demande pas non plus aux riches d'être solidaires des pauvres, comme l'étaient les dames patronnesses du XIX^e siècle. Ce qu'il faut, c'est changer le partage des richesses en faveur de celles et ceux qui les produisent, et commencer à inverser le rapport de forces. C'est le minimum qu'on attendrait d'un gouvernement se réclamant des valeurs de solidarité de la gauche, des intérêts de la classe ouvrière. Ce que ne sont ni François Hollande ni son gouvernement. Pas même à 25%.

FILLON, SARKOZY Guerre ouverte à l'UMP

Fillon a déclaré sa candidature pour 2017. Il se pose en adversaire des alliances avec l'extrême droite, contre Sarkozy, le démagogue prêt à tout.

Un des proches de Sarkozy aurait dit « L'UMP, c'est fait. Reste à reprendre la France ! », saluant ainsi son retour sur la scène lors de la réunion du bureau politique de l'UMP le 7 juillet dernier. Excès d'optimisme voire aveuglement, car les jeux sont loin d'être faits pour Sarkozy, même au sein de l'UMP. L'effet de surprise et le temps de la solidarité obligée une fois passés, beaucoup de parlementaires ont fait savoir qu'ils n'appréciaient pas le fait que cette réunion, censée être consacrée au sauvetage financier de l'UMP, ait été en fait transformée en opération publicitaire par et pour Sarkozy. Et certains se sont dits mécontents que Sarkozy prétende dicter à tous ce que doit être la politique de l'UMP. Ses rivaux, bien sûr en premier lieu, Copé mais surtout Fillon. Lors de sa réunion publique à La Grande-Motte, le 10 juillet, ce dernier a lancé une véritable « contre-offensive » – le mot est de l'un de ses proches – et a clairement fait acte de candidature à la présidentielle de 2017. Il s'est déclaré déterminé à aller jusqu'au bout,

même si Sarkozy est candidat, et contre lui. Une déclaration de guerre par laquelle il a cherché à construire son personnage de présidentiable, l'anti-Sarkozy au sein de la droite.

Rivalité de personnes, conflit d'orientation

À travers ces ambitions concurrentes aiguës par la soif de pouvoir et une haine longtemps contenue, ce sont deux options politiques pour la droite qui commencent à se dessiner et qui ne pourront vraisemblablement pas cohabiter. À la Grande Motte, Fillon a attaqué ceux qui seraient tentés de faire de l'UMP « un parti protestataire » prêt « à épouser toutes les démagogues, à s'allier avec n'importe qui, pour promettre n'importe quoi ». Fillon, qui le connaît bien, sait de quoi Sarkozy est capable, animé par ses appétits de pouvoir et de vengeance. Il ne s'agit plus pour Sarkozy uniquement de siphonner l'électorat du FN mais de devenir celui qui rassemblera la droite et la droite extrême, quitte à tolérer des alliances locales avec le Front national, s'il le faut,



et sans aucune gêne. « L'UMP n'a pas vocation à ramper devant l'extrême droite. Cette voie de la capitulation politique et morale ne sera jamais la mienne », répond Fillon.

Alors qu'il est impliqué jusqu'au cou dans plusieurs affaires de corruption, Sarkozy ne cache pas son mépris de la justice et des juges, à la manière d'un Berlusconi, comme le disait un journaliste du *Monde*. N'a-t-il pas dénoncé un complot dans la décision du Conseil constitutionnel invalidant ses comptes de campagne ? Face à l'ancien président voyou, Fillon se pose en chef de gouvernement responsable. « Notre famille politique est un parti de gouvernement qui se doit d'appliquer la loi républicaine et de respecter les juridictions. On ne peut exiger des Français qu'ils respectent les règles si nous-mêmes nous les réfutons ».

La guerre a lieu pour l'instant au sein de l'UMP, mais il est possible qu'elle débouche avant 2017 sur une recomposition politique à droite et la naissance d'un parti de droite extrême.

Galia Trépère

TRANSPORT AÉRIEN Quand la sécurité décroche

Le crash d'un B777 d'Asiana Airlines le 6 juillet à San Francisco (3 mortes et près de 200 blessés) repose une série de questions sur la sécurité aérienne.

Les rapports ne sont pas encore complets pour déterminer les causes du crash et comme toujours dans ces cas-là, il n'y aura pas de cause unique. Compagnies et constructeurs feront le maximum pour reporter la responsabilité sur les erreurs de pilotage. Mais même sur ce point, il faut souligner que le commandant de bord en fonction n'avait que 43 heures de vol sur B777, et qu'il était sur ce vol avec un formateur qui faisait son premier vol d'instruction sur B777...

Cette situation reflète la gestion de ses équipages par la compagnie. Les économies de tout ordre sont les conséquences des politiques de rentabilisation financière. Depuis trois ans, les grandes compagnies aériennes se sont toutes lancées dans des économies de coûts permettant d'atteindre de 7 à 8 % de retour sur capital investi. IATA, l'Association internationale du transport aérien, prévoit que, malgré « la crise », les compagnies aériennes réaliseront plus de 10 milliards d'euros de bénéfices en 2013.

Des articles de la presse spécialisée vont insister sur les spécificités coréennes : pendant plusieurs années, les compagnies du pays étaient dans le rouge question sécurité et formation. Beaucoup d'anciens militaires, forts rapports hiérarchiques... Une tendance accélérée par le besoin de nombreux nouveaux pilotes, avec le développement important du transport aérien en Asie.

La logique financière...

Mais la question n'est pas celle des spécificités coréennes. Le transport aérien étant réputé très sûr, la tendance mondiale actuelle est d'abaisser au minimum certains paramètres. Ainsi, avec le développement des « avions intelligents » bourrés de systèmes automatiques, les temps de formation ont été largement réduits... À tel point que l'administration du transport aérien américain, suite à plusieurs accidents, vient de décider de refaire passer de 250 à 1 500 le nombre d'heures de formation des pilotes. Les compagnies aériennes, Air France en tête, diminuent au maximum le nombre d'hôtesse et stewards dans les avions, augmentent le temps de vol des équipages et diminuent les heures de repos. Pourtant, après bien d'autres exemples, celui d'Asiana montre que c'est la réaction de l'équipage de cabine qui a lancé l'évacuation de l'appareil.

La même logique financière pousse aussi à d'importantes économies sur la maintenance. Ainsi, Air France développe la sous-traitance des chantiers Airbus au Maroc et au Portugal, après avoir systématisé la sous-traitance des Boeing 747. Là encore, cela se fait au prix de prise de risques, en exerçant la pression maximale sur les salaires et les conditions de travail.

Après bien d'autres, l'accident d'Asiana montre que faire sauter toujours plus de cliquets de sécurité n'est pas sans conséquence...

Laurent Carasso

MALI Élection bidon, profit béton

28, c'est le nombre de candidats qui se présentent aux élections présidentielles du Mali qui doivent se tenir fin juillet. Des élections qui restent largement contestées au regard de l'impréparation à quelques semaines des échéances.

L'accord de paix signé à Ouagadougou, qui permet l'entrée de l'armée malienne dans la région de Kidal par le cantonnement des miliciens du MNLA, reste des plus précaires. Des incidents quotidiens surviennent, avec parfois des blessés graves entre partisans du MNLA et les soldats de la Minusa. De plus, l'insécurité reste importante dans la région du Nord. L'administration est défaillante et parfois totalement absente, les listes électorales ne sont pas fiables et la distribution des cartes électorales reste hasardeuse, d'autant qu'il y aurait, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 353 455 déplacés à l'intérieur du pays et 174 394 réfugiés dans les pays limitrophes.

Des élections pour écarter les populations

Plusieurs candidats à la magistrature suprême, dont Tiébilé Dramé, l'ancien négociateur pour Bamako des accords de Ouagadougou, appellent à un report des élections. Mais Dioncounta Traoré, président par intérim, refuse parce que François Hollande reste intransigeant sur la date. Comme souvent, le calendrier des occupants est rarement en phase avec les échéances des occupés. En effet, pour les puissances occidentales, le Mali doit retrouver sa normalité constitutionnelle. Peu importe que ce soit totalement factice, cela permettra de légitimer les opérations de l'ONU et de formaliser la coopération des États-Unis avec les nouvelles autorités.

La question du report des élections n'est pas seulement motivée par les difficultés techniques, elle est aussi politique car ce pays a vécu l'une de ses plus graves crises depuis son existence. Cette crise a mis en lumière la faillite de l'État, la corruption et l'incurie des dirigeants. Elle a aussi permis que les djihadistes et les trafiquants prennent le contrôle des trois quarts du territoire. Elle a également provoqué de profondes

divisions entre les communautés, allant parfois même jusqu'aux affrontements. Il est révélateur que les populations réfugiées refusent toujours de revenir chez elles.

Les tensions exacerbées, le discrédit des dirigeants du pays parmi les populations, devraient pousser à un profond processus de rénovation politique. Le premier impératif serait que les populations puissent s'exprimer, se retrouver à l'échelon du quartier ou du village, pour définir quelles devraient être les priorités de l'État et définir un nouveau mode de gouvernance. C'est précisément ce que ne veulent ni la France ni le pouvoir en place, au risque de retomber dans les mêmes travers, avec une élection présidentielle bâclée qui apparaîtra comme illégitime aux yeux de bon nombre de Maliens et Maliennes.

Les affaires continuent

Alors, pour prévenir toute contestation ultérieure des élections, lorsqu'il a reçu les 28 candidats, Dioncounta Traoré a déclaré que « tous les candidats sont à égalité sur les insuffisances et les imperfections relevées ici et là ». Pas si sûr, car les carences dans le processus électoral facilitent grandement les fraudes électorales du pouvoir en place qui est loin d'être novice en la matière. Le ministre chargé des élections, le général Kafougouna Koné, est celui qui avait organisé le dernier scrutin électoral, entaché de multiples fraudes, permettant de porter au pouvoir Amadou Toumani Touré qui sera par la suite renversé par le coup d'État du 22 mars 2012.

D'autant que le dernier remaniement ministériel, à en croire une note confidentielle du FMI³ qui a fuité, a pour seul

but de faire profiter les dirigeants durant ce dernier mois de pouvoir, afin qu'ils s'enrichissent à l'occasion d'investissements importants de l'État... Et dans le même temps, Michel Roussin (un ex des services secrets et ancien ministre de la Coopération de Chirac) a conduit pour le Medef une délégation d'une trentaine de chefs d'entreprise, afin de participer à la reconstruction du Mali, dont le financement est à hauteur de trois milliards de dollars par les bailleurs de fonds.

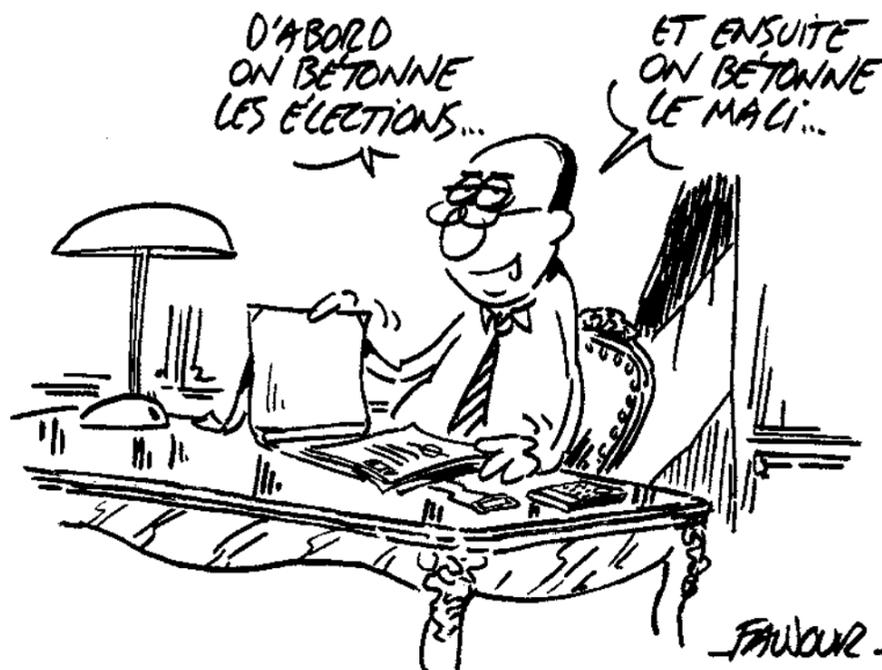
Comme quoi le hasard fait bien les choses!

Paul Martial

1- <http://reliefweb.int/report/mali/mali-urgence-complexe-rapport-de-situation-no-36-05-juillet-2013>

2- <http://maliactu.net/polemique-autour-de-la-tenu-de-la-presidentielle-ce-que-dioncounta-a-dit-aux-candidats>

3- www.maliweb.net/news/economie/2013/07/01/article,155780.html



CANADA Lac-Mégantic, conséquence des politiques libérales

Un train de la Montreal, Maine & Atlantic Railway (MMA) a déraillé en plein centre-ville de Lac-Mégantic dans la nuit de vendredi 5 au samedi 6 juillet et a fait 50 victimes... Des décennies de politiques libérales en sont la cause.

Le train composé de plus de 70 wagons transportait un million de litres de pétrole léger. Il était stationné sans surveillance, pour la nuit, en haut d'une pente, à 10 kilomètres à l'extérieur de la petite ville. Apparemment sans dispositif de freinage suffisant, il s'est engagé dans la pente sans conducteur, s'est emballé et a déraillé. Explosions et incendie qui ont détruit une trentaine de bâtiments, tuant ainsi plusieurs dizaines de personnes. Sans parler du déversement important dans Lac-Mégantic et la rivière Chaudière. Une terrible catastrophe sociale et écologique.

Ce que nous révèle cet accident

La privatisation et la déréglementation du gouvernement fédéral permettent à des entreprises d'utiliser des voies ferrées mal entretenues, des locomotives désuètes et des

wagons-citernes de piètre qualité. Ces entreprises ont laissé se dégrader les infrastructures à la recherche de profits immédiats. Elles ont diminué le personnel nécessaire au minimum, y compris dans le transport de matières dangereuses. La MMA a été à l'origine de plusieurs accidents (déversements) mais pouvait continuer à opérer. Tout cela alors que le transport du pétrole par train au Canada a fait un saut qualitatif dans les dernières années.

« Il ne faut pas chercher d'autres coupables de la tragédie de Lac-Mégantic que ceux qui ont permis la déréglementation dans les transports, qui ont permis que n'importe quel entrepreneur cupide achète une portion de ligne de chemin de fer, quelques locomotives des années 60 et des wagons usagés et qu'il décide comme bon lui semble des règles à suivre », dit Serge Robert,

fil d'un ancien chef de gare de Lac-Mégantic, dans *le Devoir* du 13 juillet 2013.

Les entreprises qui gèrent les oléoducs ont profité de ces tragiques événements pour se présenter comme une alternative en matière de sécurité alors que ces entreprises sont les principales responsables des déversements de pétrole dans l'environnement ces dernières années. Ainsi, « Enbridge, la compagnie canadienne qui veut acheminer l'huile de l'Alberta jusqu'à l'Atlantique en passant par le Québec, a une très mauvaise feuille de route : 804 déversements en l'espace de dix ans (1999-2010) » (Francine Pelletier, « L'été meurtrier », dans *le Devoir* du 10 juillet 2013).

Un véritable traumatisme

Alors que le gouvernement du Parti québécois s'orientait vers le développement de la filière pétrolière

au Québec, les événements de Lac-Mégantic vont tout remettre en jeu. Les groupes écologistes qui avaient mobilisé des dizaines de milliers de personnes à Montréal le 22 avril dernier contre l'exploitation du pétrole au Québec seront plus déterminés que jamais à s'y opposer. Après la bataille gagnée contre l'exploitation du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, la bataille pour la sortie du pétrole est devant nous et nombre d'écologistes sont persuadés que l'on peut faire reculer le gouvernement.

Après la catastrophe de Lac-Mégantic, une réflexion d'ensemble sur la politique énergétique du Québec et du Canada va s'imposer. La mobilisation citoyenne pour s'opposer à des politiques irresponsables et criminelles des défenseurs des énergies fossiles doit maintenant se développer.

De Québec,
Yves Bergeron et Bernard Rioux

PORTUGAL La troïka à la manœuvre

Les derniers événements au Portugal ont mis à nu les véritables rapports démocratiques et politiques et souligné la fragilité du gouvernement.

Vitor Gaspar, ministre des Finances (et haut fonctionnaire officiellement en congé de la BCE), a remis sa démission pour la troisième fois consécutive, prétextant notamment du peu de moyens qui étaient les siens pour mettre en œuvre les réformes demandées par la troïka. Le Premier ministre, Passos Coelho, nommé alors à sa place Maria Luís Albuquerque, secrétaire d'État au Trésor, confrontée depuis des mois à un énorme scandale en raison de son implication dans des opérations financières toxiques.

Le jour suivant, nouvelle bombe: Paulo Portas, ministre des Affaires étrangères, qui devait présenter un plan de 4,7 milliards d'euros de réduction des dépenses sociales, et qui défendait l'idée d'assouplir la politique promue par Vitor Gaspar de «l'austérité à tout prix», remettait sa démission au Premier ministre. Barroso réagit alors en soulignant la nécessité de poursuivre les réformes.

Plus tard, le Premier ministre Coelho s'adressait au pays et annonçait qu'il ne démissionnerait pas et qu'il refusait de même le départ de Portas.

Les pantins de la troïka

Avec l'aggravation du krach boursier et l'augmentation de la dette publique, les signaux d'alarme ont retenti partout dans le secteur bancaire et les milieux bourgeois. Une campagne de peur a été orchestrée, annonçant l'imminence d'un deuxième plan de sauvetage.

Avec un taux de chômage officiellement de 17,6% (25% en réalité), un déficit budgétaire passé de 7,1% en 2012 à 10,6% du PIB, la dette publique prévue fin 2013 est de 138% du PIB, un record. Et la récession (-3,2% fin 2012) s'aggrave avec -3,9% au premier trimestre. L'austérité est en train de détruire l'économie. Après plusieurs réunions pour tenter de sauver une coalition moribonde, les partis de la coalition se sont rencontrés dans un hôtel à Lisbonne. Le Premier ministre a tenu une conférence de presse. Debout et silencieux à ses côtés, Portas est devenu vice-Premier ministre... cinq jours après avoir démissionné. La ministre récemment nommée aux finances garde



son poste et est même promue ministre d'État. António Pires de Lima, homme d'affaires, est nommé ministre de l'Économie. L'accord devait être soumis au président de la République. En quittant l'hôtel, les voitures officielles, cernées par des manifestants, furent obligées de s'enfuir à contre-sens sous la protection de la police.

Antisocial et antidémocratique

Le hold-up démocratique surréaliste de la troïka se déroule sous les yeux de la population pour qui l'illégitimité d'un gouvernement moribond, rafistolé comme le monstre de Frankenstein, est une évidence.

Bruxelles et Berlin avaient tous deux donné leur accord au remaniement proposé par la coalition CDS-PSD. Le président de la République a cependant proposé, dans la nuit du 10 juillet, un gouvernement d'union nationale des trois partis qui soutiennent le mémorandum de la troïka (incluant le PS actuellement dans l'opposition) autour de trois points: un calendrier pour de futures élections, l'engagement de soutenir le programme de la troïka et de garantir le paiement de la dette, et le soutien de ces trois partis au futur gouvernement issu des urnes, afin de lui garantir une majorité absolue permettant non seulement le remboursement de la dette publique et

un contrôle serré des comptes publics, mais aussi la poursuite de l'austérité au-delà même du plan de la troïka. Le PS a déjà dit qu'il ne soutiendrait qu'un gouvernement issu des urnes. L'exclusion d'emblée des partis représentés au Parlement qui ne soutiennent pas la troïka - Bloc de gauche et PC - en dit long sur le mépris du président pour une démocratie qui se réduit à la sphère des partisans de la troïka. La crise politique est loin d'être terminée et le jeu de marionnettes de la troïka ne fait sans doute que commencer.

De Lisbonne, João Camargo¹
(traduit par Raymond Adams)

¹ - Militant d'une association de travailleurs précaires et militant anti-troïka.

FUKUSHIMA Alerte, eau contaminée !

Alors que depuis plusieurs mois les autorités japonaises encouragent voire imposent le retour des populations dans les zones contaminées, les fuites d'eau radioactive se multiplient à la centrale nucléaire.

Le 10 juillet, une nouvelle augmentation alarmante du taux de césium radioactif et un taux astronomique de strontium 90 ont été mesurés dans un forage situé entre la centrale de Fukushima et la mer. Pas étonnant quand on sait qu'en 2011, lorsque les cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 ont fondu dans les heures qui ont suivi l'accident, le corium (magma extrêmement toxique, radioactif, corrosif résultant de la fusion des réacteurs) s'est agrégé au béton avec sa charge de plus de 300 radionucléides dont les césiums 134 et 137, libérant ainsi des produits extrêmement dangereux.

Et ça continue...

Or, depuis deux ans, plusieurs centaines de tonnes d'eau sont injectées quotidiennement dans les trois réacteurs pour les refroidir. L'eau injectée finit par s'infiltrer dans la nappe phréatique en la contaminant. Mais elle s'écoule aussi vers la mer faisant courir le risque d'une nouvelle contamination radioactive de l'océan. Et ce ne sont pas les propos du directeur de Tepco qui pourront rassurer les populations: «Nous ne sommes pas pour le moment en mesure de dire si l'eau contaminée s'écoule ou non dans la mer». C'est dans ce contexte de dangerosité et d'incertitude que François Hollande, en visite au Japon, a joué le VRP apprenti sorcier, en renforçant le partenariat franco-japonais dans le nucléaire, permettant ainsi à Areva de conclure un accord pour la construction d'une usine de fabrication de Mox, alors que presque aucun réacteur ne fonctionne. Ignorant le refus du nucléaire par une majorité des Japonais traumatisés et meurtris, Hollande et les industriels sont venus dealer leur came! Combien faudra-t-il de Fukushima et de Tchernobyl pour qu'ils comprennent que le nucléaire n'est pas l'énergie de l'avenir? Agissons hors des salons dorés de la République pour faire entendre notre volonté de sortir du nucléaire.
CorrespondantEs de la commission nationale écologie

BRÉSIL Journée de lutte limitée

Ce jeudi 11 juillet a eu lieu la «journée nationale de lutte, avec grèves et manifestations», à l'appel de 6 centrales syndicales. Cet appel a été ensuite relayé par des dizaines de mouvements sociaux, emmenés par le MST (Mouvement des travailleurs sans-terre), par les mouvements qui ont été les plus actifs dans les mobilisations du mois de juin et par tous les partis de gauche.

La plate forme commune de revendications était vaste et très progressiste. Elle comprenait par exemple la réduction de la semaine de travail à 40 heures et la réforme agraire. Il y avait aussi des revendications spécifiques.

Le grand nombre de soutiens et la justesse des revendications aurait pu montrer une mobilisation au moins égale en importance aux grandes mobilisations de juin. Cependant, les manifestantEs n'ont guère été plus de 100 000 dans le pays tout entier. On doit prendre en compte le fait que pendant cette journée, il y a eu aussi des grèves (localement, et surtout dans des catégories où les secteurs à gauche du gouvernement pèsent le plus) et d'autres formes de lutte, comme le

blocage de routes. Mais en conclusion, cette journée, qui n'a pas été un échec, n'a pas eu non plus l'impact des mobilisations de juin.

Ambiguïtés des positions

Il y a une première raison à cela, les contradictions et les ambiguïtés des centrales syndicales. Lorsqu'elles ont lancé leur appel, elles en sont arrivées à parler de «grève générale». Cependant, une grève de grande portée aurait marqué une opposition aux gouvernements¹, tout particulièrement au gouvernement fédéral, et rien n'était plus éloigné des intentions de quasiment toutes les centrales syndicales (à commencer par la plus grande, la CUT) et de presque tous les mouvements sociaux (à commencer par la direction du MST).

Dès lors, la plupart des centrales se sont employées à limiter les grèves. Une des revendications soutenue par la majorité de ceux qui ont appelé à cette action était la «réforme politique avec référendum», ce qui représentait un soutien à une manœuvre initiée par Dilma Rousseff pour vider de son contenu le mécontentement populaire. Les centrales syndicales voulaient essentiellement montrer qu'elles pouvaient aussi mobiliser, mais ne prenaient aucune des revendications présentées vraiment au sérieux. En retour, la grande majorité de ceux qui avaient manifesté en juin n'a pas pris au sérieux la «journée de lutte» des centrales. Il y a une autre limite à cette journée: sa nature même. C'était une journée de

lutte «traditionnelle», au cours de laquelle les dirigeants sur des camions sonorisés feraient des discours pour les masses. Un machin bien bureaucratique. D'ailleurs, dans la manifestation sur l'Avenida Paulista (à São Paulo), qui a réuni 10 000 personnes, il y avait des gens payés pour porter les banderoles de centrales syndicales de droite. Ce n'est pas le genre de manifestation à laquelle s'identifie la jeunesse... Seul des secteurs très limités de la classe ouvrière proprement dite se sont mobilisés. La conclusion qui s'impose est que le mouvement syndical, et les mouvements sociaux brésiliens en général, ont besoin d'un nouveau souffle et d'une rénovation, à la fois pour surmonter les effets extrêmement négatifs de l'adhésion de la grande

majorité de leurs dirigeants au gouvernement fédéral, et - ce qui demande encore plus d'efforts - pour surmonter la bureaucratisme et aller de pair avec la nouvelle génération des combattants du XXI^e siècle. Le mois d'août, au Brésil, est traditionnellement un mois de grandes campagnes pour les salaires. Si elles sont mises en route d'une manière moins bureaucratique que le 11 juillet par les syndicats, ce sera une meilleure occasion pour la classe ouvrière d'entrer réellement en scène.
De São Paulo, João Machado
(traduit du portugais par Jean-José Mesguen)
¹ - Le système politique est fédéral. Chaque État a son gouvernement, aux pouvoirs étendus, et le gouvernement fédéral dirige l'ensemble du pays.



LE GAZ, LES DOLLARS ET LES USA

Dossier réalisé par Yvan Lemaitre et Bertold du Ryon

Le Moyen Âge à l'heure de la mondialisation financière

Le Qatar, ce n'est pas que le PSG ou les fantasmes sur le financement des islamistes dans les banlieues. Presqu'île de 11 000 m², ce micro État féodal, troisième producteur mondial de gaz est une puissance financière de 50 milliards de dollars par an...

Il est sous la domination autocratique d'un émir rentier à la tête d'un État rentier où vivent moins de 2 millions de personnes, dont la grande majorité sont des étrangers, travailleurs immigrés, esclaves des temps modernes. Il y règne un wahhabisme plus soft qu'en Arabie saoudite, et les femmes y ont plus de liberté. La rente permet d'intégrer les 200 000 Qataris au système et de maintenir une certaine stabilité sociale qui fait que l'émirat est resté hors du Printemps arabe, tout en y jouant un rôle de premier plan par l'intermédiaire de sa chaîne officielle, Al Jazeera, chaîne satellitaire panarabe. La politique de l'émirat est déterminée par la contradiction d'une énorme puissance financière entre les mains d'un émir à la tête d'une nation qui n'a pas de réalité mais qui utilise sa force de frappe financière pour jouer un rôle. Cette contradiction s'exprime dans une diplomatie financière au service d'un étrange jeu d'intermédiaire entre les États-

Unis et les Frères musulmans, une diplomatie qui ne craint pas le double langage...

Instrument des USA

Le Qatar a conquis cette position en moins de vingt ans sous la férule de l'émir Cheikh Hamad arrivé au pouvoir par un coup de force de palais en 1995. Alors pétromonarchie insignifiante, le Qatar s'est engagé dans une course effrénée vers le développement grâce à ses gigantesques réserves de gaz qui feront de lui, en 18 ans, un acteur fragile mais majeur dans les jeux de rapports de forces régionaux et internationaux, devenant un instrument de la politique des USA. Il est le siège d'une des principales bases militaires américaines. Deux dates vont marquer cette évolution, le 11 septembre 2001 et les révolutions arabes. Après le 11 septembre, les USA commencent à chercher des alliés contre Al Quaida dans le monde arabe, puis les révolutions arabes mettront les Frères musulmans au premier plan.

En juin, Hamad a abdicé en faveur de son fils Tamim, héritier du trône, une passation de pouvoir pacifique qui ne changera rien. Les difficultés viendront du développement des révolutions elles-mêmes. La défaite des Frères musulmans en Égypte et la continuation de la révolution met la politique du Qatar en grande difficulté. Il lui sera difficile de continuer à jouer un rôle dans le processus de transition dite démocratique voulu par les Américains dont il s'était fait le relais. Et il n'est pas sûr que la Coupe du monde de football qui s'y déroulera en 2022 soit le couronnement attendu de la réussite de l'émirat.

En novembre dernier, la condamnation du poète qatari Mohammed Al-Ajami, alias Ibn Al-Dhib, à la prison à vie pour avoir critiqué l'émir, fait l'éloge du Printemps arabe, et incité au renversement du régime, manifestation de l'arbitraire autocratique, ne pourra suffire à inverser le cours des choses...

Al Jazeera, un paradoxe confronté aux révolutions

Paradoxal... Le Qatar possède depuis une quinzaine d'années une carte de visite attrayante, dirigée vers l'extérieur, la chaîne Al Jazeera qui avait innové dans le paysage médiatique arabe par la liberté des débats qui pouvaient y être menés.

Au cours des changements liés au Printemps arabe, la chaîne a, la plupart du temps, accompagné les forces islamistes liées aux Frères musulmans. La situation se retourne aujourd'hui avec une baisse considérable de l'audience de la chaîne, puisqu'une partie grandissante du public est en désaccord avec ce qui est vu désormais comme une « propagande ». Ainsi, le parti islamiste tunisien Ennahdha, qui dénonçait dans un communiqué virulent du 18 avril une « campagne de dénigrement contre le Qatar », a cité en modèle positif « le rôle de la chaîne Al Jazeera » en Tunisie.

Audience en berne

Début mars 2013, on apprit par le site d'information marocain *lakome.com* que l'audience d'Al Jazeera avait fortement baissé, passant par exemple en Tunisie de 950 000 spectateurs et spectatrices (en janvier 2012) à 200 000 (en décembre). Une baisse était aussi enregistrée en Libye et en Égypte, dans une moindre mesure également au Maroc. À côté de l'orientation de l'information diffusée par Al Jazeera, le site marocain citait aussi comme motif de cette baisse l'émergence de nouvelles chaînes locales privées, comme ON-TV en Égypte. La censure diminuant, ces nouveaux médias locaux pouvaient désormais afficher une liberté de ton inconnue auparavant dans les chaînes nationales.

France-Qatar, un match gagnant-gagnant

Le roi a démissionné, vive le roi ! Le président de la République française a perdu les élections, le nouveau proclame : vive la continuité de l'État ! Ainsi pourraient se résumer les relations officielles entre la France et le Qatar. Et le soir du premier jour de sa visite officielle, les 22 et 23 juin, François Hollande dinait avec l'émir et son successeur désigné, père et fils. Les relations bilatérales ne devraient souffrir d'aucune rupture.

La forte proximité affichée par la monarchie pétrolière avec la présidence Sarkozy avait, en retour, suscité quelques interrogations sur l'orientation du PS vis-à-vis de ce pays. Or, en 2011, le Qatar a su faire en geste « délicat » en investissant 17 millions d'euros dans le sauvetage de l'entreprise Le Tanneur, qui, avec ses 300 salariés, est l'une des plus grosses de la Corrèze (la circonscription de Hollande). Par ailleurs, le 3 février 2012, le conseiller de François Hollande – et futur ministre des Affaires étrangères – Laurent Fabius se rendit à Doha pour totalement déminer le terrain. Une fois le candidat du PS élu président, la reprise des visites officielles

n'allait d'ailleurs pas tarder. Le 7 juin 2012, le Premier ministre qatari, Jassim al-Thani, fut reçu à l'Élysée. À sa suite, l'émir Hamad vint à l'Élysée le 22 août 2012, officiellement pour parler du conflit syrien.

Investissements croisés

Sous Sarkozy, la France y est devenue le deuxième investisseur. Elle est aujourd'hui le premier fournisseur de ses forces armées et voudrait bien renforcer cette position en lui vendant le Rafale de Dassault, qui se trouve actuellement en concurrence avec l'avion de combat Eurofighter produit (entre autres) par le groupe britannique BAE. Le gouvernement et le patronat français s'attendent par ailleurs à de grandes oppor-

tunités d'investissement – et de bénéfiques – en vue de la Coupe de monde de football. Si François Hollande était accompagné de cinq ministres lors de son voyage à Doha, il l'était aussi d'une quarantaine de patrons, et son séjour s'est clos par une réunion du « forum d'hommes d'affaires franco-qataris » qui sera désormais annuelle.

Le Qatar a investi 12 milliards d'euros dans l'hexagone au cours des cinq dernières années, et s'approprierait à y investir 10 autres milliards. Il est actionnaire de Total à hauteur de 4,8%, de Vinci (7%), de Lagardère (12%) ou encore de Veolia environnement (5%) ou de Vivendi (3%). Mais il ne s'agit là que d'un mécanisme classique, analysé dès les années 1970 sous

le terme de « recyclage de pétrodollars » : alors que les recettes des hydrocarbures ont apporté une certaine richesse aux élites de quelques pays jusqu'ici « sous-développés », celles-ci n'utilisent pas ces fonds pour libérer leurs pays de la mainmise des anciennes puissances coloniales, mais les réinjectent dans l'économie des pays impérialistes.

Les investissements qataris en France sont très largement exonérés d'impôts, grâce à une convention fiscale négociée sous Sarkozy. Ainsi, les résidents qataris y sont exonérés de l'ISF, et les plus-values immobilières ou encore les gains en capital réalisés en France sont aussi exonérés d'imposition...

Repères chronologiques

Le Qatar est longtemps resté peuplé de tribus nomades en rivalité pour les terres les plus lucratives ou sur les côtes de petits villages de pêche. Après avoir occupé le détroit d'Ormuz, puis Mascate et Bahreïn, les Portugais prennent le Qatar en 1538 et imposent leur contrôle maritime et commercial dans le Golfe. En 1538, ils sont chassés de la région par les Ottomans, qui domineront le Qatar durant quatre siècles.

Les conflits entre tribus se poursuivent jusqu'au début du XIX^e siècle, quand les Britanniques décident d'intervenir et s'imposent. L'homme choisi pour négocier avec eux est un entrepreneur résident de longue date à Doha : Muhammed Ben Thani. Est fondée alors en 1868 la dynastie Al Thani encore régnante aujourd'hui.

En 1916, l'émirat devient un protectorat britannique. Les Britanniques considèrent tout d'abord le Qatar et le golfe Persique comme une position stratégique pour leurs intérêts coloniaux en Inde, mais la découverte de pétrole et d'hydrocarbures en 1940, leur exploitation à partir de 1949, changent la donne. Mais l'empire britannique fini, sept ans plus tard, les Britanniques annoncent qu'ils se désengagent politiquement du Golfe dans un délai de trois ans.

Qatar, Bahreïn et sept autres États forment une fédération qui devient les Émirats arabes unis après que le Qatar a proclamé son indépendance vis-à-vis de la coalition le 3 septembre 1971. Il devient alors membre de l'Organisation des Nations unies.

En août 1990, l'émirat autorise le déploiement sur son sol de la coalition internationale, menée par les États-Unis, après l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août. En juin 1992, il signe un accord de défense avec les États-Unis.

Le 27 juin 1995, Hamad Al-Thani, au pouvoir depuis 1972, est renversé par son fils aîné, l'émir Hamad bin Khalifa Al Thani, l'émir de la « modernisation » du Qatar qui devient alors une place financière.

En 1996 est créée la chaîne satellitaire Al Jazeera, et en mai 1997 s'ouvre la Bourse de Doha.

En mars-avril 2003, le Qatar accueille le commandement central des forces américaines dans le Golfe pendant la deuxième guerre d'Irak.



29 avril 2003, la première Constitution est approuvée par référendum. Elle entrera en vigueur en 2005. L'article 1 stipule « Le Qatar est un pays arabe indépendant. L'islam est sa religion et la charia est la source principale de sa législation ». Il n'y a toujours pas d'Assemblée législative élue.

2 décembre 2010, l'émirat est choisi pour organiser la Coupe du monde de football en 2022...



Une diplomatie garante de l'ordre

Le Qatar fait tout pour devenir un acteur international de premier plan, grâce à une utilisation calculée de ses recettes pétrolières. Les événements sportifs de portée mondiale devraient fortement y contribuer...

Ainsi le pays organisera la Coupe du monde de football, en 2022, ce qui nécessitera de gigantesques investissements pour refroidir les stades – vu les températures extérieures qui y règnent en juin et juillet. Après avoir été candidat malheureux à l'organisation des jeux Olympiques de 2016 puis de 2020, le Qatar est par ailleurs candidat à l'organisation de ceux de 2024.

Soutien aux « Frères »

Dans le contexte des révoltes du Printemps arabe, le Qatar a surtout soutenu les partis et mouvements liés à l'internationale des Frères musulmans : l'organisation du même nom en Égypte, le parti Ennahdha en Tunisie, ou encore le PJD au Maroc.

Dans le cas égyptien, il était même leur principal appui. L'Arabie Saoudite, à laquelle se réfèrent aussi de nombreux mouvements islamistes comme « modèle », méprise en effet les Frères : ce mouvement a beau défendre des positions idéologiques réactionnaires, il est aussi antimonarchique, et perçu par les wahhabites saoudiens comme un rival sérieux pour la direction idéologique des forces islamistes dans la région. Ainsi, l'Arabie Saoudite soutient plutôt les salafistes en tant que concurrents politiques des « Frères ». Le Qatar est resté leur soutien, mais navigue

prudemment depuis le renversement de Mohamed Morsi. Alors que l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis ont très vite promis plusieurs milliards de dollars d'« aide » financière à l'Égypte, le Qatar n'a pas promis un nouveau soutien financier. Néanmoins, la monarchie a déclaré « continuer de soutenir l'Égypte », et a maintenu le programme financier annoncé le 10 avril 2013 (rachat d'obligations d'État égyptiennes pour trois milliards plus cinq milliards d'assistance financière).

Faire disparaître le Printemps arabe

Dans d'autres pays, en revanche, le Qatar a ouvertement soutenu des forces salafistes ou djihadistes armées. C'était le cas au Nord du Mali, où le Qatar est directement intervenu sous couverture « humanitaire » – à travers son Croissant-Rouge – en soutenant des forces djihadistes. Les services de renseignement français ont multiplié en 2012 les rapports alarmistes sur le rôle du Qatar au Mali. Lors d'une visite du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian à Doha les 9 et 10 février 2013, ces divergences ont été abordées et apparemment aplanies...

Le Qatar soutient aussi des forces djihadistes en Syrie, où il cherche à contribuer à la transformation de la révolte anti-dictatoriale

en guerre confessionnelle (les sunnites contre la minorité alaouite au pouvoir).

Comme toutes les monarchies du Golfe, le Qatar vise avant tout à faire disparaître l'impulsion démocratique et sociale, née des révoltes dans le monde arabe depuis 2011, et

à la remplacer par une mobilisation autour des forces islamistes. En même temps, le Qatar joue un rôle officiel dans le soutien international aux oppositions syriennes, ayant par exemple hébergé la réunion des onze pays « amis de la Syrie » à Doha ce 22 juin.

QATAR : L'ALLIANCE DU MODERNISME ET DU RIGORISME



Derrière le mythe, la surexploitation

Derrière les façades rutilantes, l'envers du décor, les conditions de travail et de vie réservées aux travailleurs et travailleuses immigrés est bien moins présentable. C'est en fait lui qui occupe bien plus de place que le décor officiel.

Le pays a une population globale d'environ 1,9 million d'habitants. Mais seulement 200 000 à 250 000 personnes sont comptées comme des Qataris, possédant la nationalité du pays. Près de 90% de la population active sont considérés comme « des étrangers ». Originaires notamment d'Asie du Sud (Pakistan, Inde, Bangladesh, Népal, Sri Lanka) et d'Asie du Sud-Est (surtout des Philippines) et dans une moindre mesure de pays arabes plus pauvres, ces immigrés n'ont strictement aucune chance d'acquiescer un jour la nationalité qatarie. Pour travailler dans le riche pays du Golfe arabo-persique, ils doivent d'ailleurs avoir un « garant » qatari, titulaire d'une carte nationale d'identité et qui se porte caution pour le migrant. Cela crée un rapport de dépendance étroit vis-à-vis de la personne

du « garant » ou « parrain ». Afin d'être sûr de récupérer ses dépenses éventuelles, ou tout simplement pour profiter au maximum des migrantEs, ces Qataris confisquent la plupart du temps le passeport de la personne ainsi placée sous leur tutelle, privant cette dernière de toute liberté de mouvement, mais aussi de la possibilité de quitter le pays.

Rapport de dépendance

Une enquête de la presse locale a confirmé que, selon 88% des migrantEs interrogés, les passeports étaient ainsi systématiquement retenus. Ce qui peut créer les conditions d'une situation de quasi-esclavage ou d'une sorte de servage, surtout dans le secteur du travail domestique où les dangers sont encore renforcés. Une telle situation pouvant s'accompagner du risque de mauvais traitements infligés à la per-

sonne placée en situation de dépendance. Dans un rapport publié le 12 juin 2012, l'organisation Human Rights Watch a ainsi réclamé un changement de la législation sur « les parrainages ». Sans suite jusqu'ici... Un footballeur français, Zahir Belounis, a d'ailleurs lui aussi été victime de ces pratiques. Recruté par un club au Qatar, il s'est trouvé retenu comme un prisonnier, son passeport étant confisqué, et son employeur lui faisant du chantage : il n'était prêt à lui restituer son passeport que s'il retirait une plainte qui faisait suite à un différend financier... Si un sportif français de niveau international devient la victime de telles pratiques, à quoi faut-il s'attendre pour les ressortissants « anonymes » de pays plus pauvres ? Les salariéEs immigréEs travaillent dans

des secteurs bien déterminés, dont le bâtiment (506 000 selon un rapport de juillet 2012), les services à la personne à domicile (dont 132 000 employées de maison féminines), et le petit commerce. Et cela alors que les « nationaux » sont la plupart du temps embauchés dans le secteur financier ou encore dans des structures publiques. La perspective de voir le Qatar organiser la Coupe du monde de football en 2022 devrait conduire, selon un site syndicaliste allemand, au recrutement d'un million de travailleurs migrants supplémentaires. La loi qatarie permet de s'organiser dans un syndicat (affilié à la General Union of Workers of Qatar) dans une entreprise employant au moins 100 Qataris... Mais toutes les personnes de nationalité étrangère sont exclues de ce droit.

TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Banquiers, vos désirs sont des ordres

« Mon adversaire, c'est la finance », déclamaient François Hollande à son meeting du Bourget le 22 janvier 2012. Et le 7^e engagement de sa campagne comportait la phrase suivante : « Je proposerai la création d'une taxe sur toutes les transactions financières. » Et pourtant, de taxe sur les transactions financières, il n'y en aura pas, ou alors complètement vidée de sa portée.

En effet, Pierre Moscovici, ministre de l'Économie, a déclaré ce jeudi 11 juillet devant un parterre de banquiers que la proposition de taxe avancée par la Commission européenne était « excessive ». Pourtant, la proposition de la Commission est déjà extrêmement limitée : elle exclut la taxation des transactions sur le marché des changes (entre l'euro et d'autres devises) car ce marché pèse 4000 milliards de dollars par jour, soit près de la moitié des transactions financières dans le monde. Et de socialisation des banques, il n'en est bien entendu pas question.

De bons exécutants...

Le même Moscovici avait parlé en janvier de « décision historique » et déclamaient fin mai à l'Assemblée nationale : « Nous voulons aller vite, nous voulons aller fort. C'est un objectif politique majeur [qui] est soutenu par toute la majorité. » Mais banquiers et patrons ont su se faire entendre : le Medef, la Fédération des banques et celle des sociétés d'assurance, etc. ont ensemble dénoncé « un coût de plus de 70 milliards d'euros et des délocalisations d'activités massives, qui menacent 30000 emplois à brève échéance ». Ceci sur la base d'estimations auxquelles pas grand monde ne croit. Et en oubliant, bien sûr, que la crise financière de 2007-2008 a coûté bien plus de 30000 emplois et a fait perdre bien plus de 70 milliards ! Comme d'habitude, patrons et banquiers ordonnent, et Hollande et ses seconds couteaux exécutent. Le 18 juillet, le Parlement va voter le texte définitif de la loi bancaire, elle aussi en rupture avec l'engagement de séparer banques de dépôt et banques d'affaires. Le lendemain, vendredi 19 juillet, le président de la République a prévu de recevoir le comité exécutif de la Fédération bancaire française, qui regroupe les dirigeants des principales banques. Il pourra leur dire « Mission accomplie. Vos désirs sont des ordres ».

Henri Wilno

PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB



ÉLECTION AU MEDEF MODE D'EMPLOI



Le 3 juillet, devant 500 patrons réunis au Palais des congrès à Paris, le tout nouveau président Pierre Gattaz a illustré sa vision de la société : « Ma plus jeune fille vient de passer son bac (et l'aura, j'espère). Son sujet de sciences économiques et sociales était : « Vous montrerez de quelle manière les conflits sociaux peuvent être facteurs de cohésion sociale » (rires). Il y a du travail. Comme si, dans notre pays, la cohésion devait nécessairement passer par le conflit contre l'entrepreneur ! Comment, au XXI^e siècle, peut-on encore avoir une vision de ce type, aussi caricaturale, aussi dogmatique, aussi éloignée de la réalité de nos chefs d'entreprise, du terrain, de la croissance, du stress de garder nos emplois en France et de les développer ? »

Les entreprises paieraient trop ?

Patron de Radial, entreprise moyenne de technologie de pointe, mais porté par la toute-puissante

Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), le nouveau patron des patrons a pour mission d'être le porte-voix d'un pseudo syndicat dont les membres n'ont pas toujours des intérêts identiques. Confédération regroupant 74 fédérations d'industries et des régions, le Medef est tenu par une dizaine de fédérations et les patrons des plus grandes entreprises même si les dirigeants de celles du CAC 40 se font discrets. Les PME, TPE ou encore les entreprises sur les marchés de niches sont ainsi totalement sous-représentées.

Après avoir pris la posture d'un patron du Medef « lutte de classes », il s'est affirmé partisan du dialogue social. Gattaz demande une économie de 100 milliards d'euros de baisse de « charges » et d'impôts sur cinq ans : « En premier lieu, avoir le courage de faire un transfert sur 5 ans de 50 milliards d'euros de cotisations sociales qui pèsent sur le travail vers des mécanismes de

MEDEF

Gattaz et la lutte de classes

Vingt-sept ans après son père, Gattaz, le fils de son père, a été élu avec 95 % des voix lors de l'assemblée générale du Medef.

type TVA et CSG, 10 milliards par an. Ensuite, une baisse sur 5 ans aussi des prélèvements obligatoires de l'ordre de 50 milliards d'euros, en impôts divers et taxes qui pèsent sur nos marges (...) Nous n'accepterons plus de hausse des prélèvements obligatoires, ni de hausse de taxes ou d'impôts qui pèsent sur nos activités. » La troisième mesure suggérée est la simplification du code

du travail pour le « rendre opérant et compréhensible ». Rien de neuf. Le gouvernement avait obtenu un satisfecit de Laurence Parisot estimant que la « direction prise » était « la bonne », rappelant à plusieurs reprises que le gouvernement avait, selon elle « pris la mesure de la gravité de la crise ». Gattaz obtiendra-t-il entière satisfaction ?

Robert Pelletier

FINANCEMENT

Entrées opaques, sorties claires

Si le rapport Perruchot avait servi une campagne contre les syndicats de salariés, la mise en évidence du financement des entreprises et du Medef avait été plus discrète. Le rapport montrait pourtant qu'ils sont largement financés par les fonds des différents organismes paritaires : Sécurité sociale, Unedic, formations professionnelles, ou encore les fonds pour l'insertion des handicapés (Agefiph). Ces sommes ont constitué en 2010 42 % des ressources cumulées de ces trois organisations, soit une part presque égale à celle des cotisations de leurs adhérents (47 %). Quant à l'utilisation des fonds,

le scandale des centaines de millions d'euros, utilisés par l'UIMM pour financer partis politiques et direction d'entreprise où les travailleurs luttent, reste à juger. En 2007, 153 entreprises ont cotisé pour un montant de 675000 euros et 574000 euros ont été versés à trois entreprises touchées par des conflits sociaux majeurs. Ainsi, un porte-parole de PSA a reconnu que son entreprise avait perçu 550000 euros de l'UIMM pour l'aider à ne pas céder aux revendications salariales des ouvriers de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, lors d'une grève de six semaines en 2007.

R.P.

MOBILISATION Contre le F Haine, c'est parti !

Trente organisations, partis et syndicats ont pris l'initiative d'organiser le samedi 14 septembre une grande manifestation de riposte à la tenue de l'université d'été du FN qui se tiendra cette année à Marseille.

Celle-ci partira du Vieux Port en direction de Castellane, non loin de la salle où doivent se réunir Le Pen et ses fachos, et sera suivie de prises de paroles. À partir de 17 heures, place Paul-Cézanne : grande soirée avec des débats, suivis d'un concert. Cette journée de mobilisation constituera le point d'orgue d'une Semaine antifasciste pendant laquelle les militantEs marseillaisES veulent sensibiliser la population par de multiples activités culturelles et politiques (expos, présentations de livres, projections de films, concerts etc.).

Organiser la contre-offensive

Lutter contre le FN est un enjeu central pour les antifascistes et les anticapitalistes marseillais. Les derniers sondages montrent une progression importante des intentions de vote en faveur de celui-ci, qui placeraient avec plus de 25 % des suffrages le parti de la haine en deuxième position, devant le PS, aux élections municipales de mars 2014. Il faut rappeler les expériences régionales de gestion frontiste, affairiste, anticulturelle et liberticide, à Vitrolles, Orange ou Toulon.

Conçue comme une véritable rampe de lancement pour les prochaines échéances électorales, la tenue de l'université d'été du F Haine dépasse largement le cadre régional marseillais, et nous donne une responsabilité collective pour assurer le succès de la riposte. Nous devons répondre à l'appel afin d'en faire un des principaux enjeux de la rentrée sociale.

Ce choix implique de mettre en place dès aujourd'hui des cadres d'organisation pour le transport

des manifestantEs (du co-voiturage à la réservation de cars, voire de train spécial pour les plus grandes villes). C'est l'option qu'a pris pour la région parisienne le CAPAB (Collectif antifasciste Paris banlieue) qui propose des départs en car au tarif de 60 euros.

L'engagement pris par le NPA de faire de cette mobilisation un temps central de la rentrée doit être décliné partout où cela est possible. L'heure de la contre-offensive a sonné !

Alain Pojolat

PMA

Les couples lesbiens sont-ils moraux ?

Telle est la question qui semble si difficile à trancher pour le Comité consultatif national d'éthique, qui préfère reporter son débat à 2014...

Nous avons vu les interminables tergiversations sur la possibilité ou non d'intégrer la PMA, en tant qu'amendement, dans le projet de loi pour l'égalité des droits. Nous avons vu cette possibilité finalement refusée par le PS. Nous avons entendu l'annonce, par le Premier ministre lui-même, que la PMA serait utilisée comme lest pour calmer les réactionnaires. Il est donc malheureusement évident que quand le gouvernement prétend attendre l'avis du CCNE, il s'agit d'une mesure dilatoire !

Des engagements... qu'il faudra imposer !

Le gouvernement n'a absolument aucune nécessité légale de passer par l'avis du CCNE. Le simple fait de supposer qu'il s'agit d'une étape obligatoire est insultant pour toutes les lesbiennes et pour toutes les femmes. Qu'y a-t-il de si peu éthique à permettre à un couple de femmes d'avoir accès à un donneur anonyme, quand les couples hétéros y ont droit ? Et même, pourquoi les femmes seules auraient-elles

l'obligation d'être en couple pour y avoir accès, alors que 5 millions de mères élèvent seules leurs enfants en France, dans l'indifférence générale ? La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) semble favorable aux revendications des personnes transgenres, en préconisant le 27 juin la facilitation du changement d'état civil. Si cette annonce est positive, il ne faut pas oublier que l'ouverture de la PMA est elle aussi une revendication des trans, également concernéEs !

Le Parti socialiste s'était engagé, lors du passage de la loi sur le mariage pour touTEs, à permettre de combler l'absence de la PMA par un nouveau texte. La perspective de n'avoir aucun mouvement de masse pour le lui imposer semble avoir fortement réduit cette bonne volonté...

La conclusion s'impose d'elle-même : il nous faut reconstruire un rapport de forces suffisamment puissant pour contraindre le gouvernement à tenir ses promesses. Pour cela, les organisations et militantEs LGBTI qui se déclarent insatisfaitEs de la loi actuelle se sont, dès le lendemain de la Marche des Fiertés, réuniEs pour mettre en place un réseau de coordination et de mutualisation. Les lesbiennes ne lâcheront pas l'affaire !

Chloé Moindreau

PAYS BASQUE

Les exiléEs politiques investissent le processus de paix

Une grande manifestation de soutien a lieu ce samedi 20 juillet à Bayonne. Le 15 juin a été une journée historique : une centaine d'exiléEs politiques basques sont apparues publiquement devant les 4500 participantEs d'un meeting à Biarritz. Le Collectif des exiléEs a donné la liste de 14 porte-parole, certains résidant actuellement au Pays basque Nord, d'autres en exil au Cap Vert, en Uruguay ou en Belgique...

Le Collectif regroupe plusieurs générations. La première, ayant fui la dictature franquiste au début des années 70, a bénéficié en France du statut de réfugiéE jusqu'en 1979, où il a été supprimé par Giscard d'Estaing, l'Espagne étant alors considérée comme un régime « démocratique »... Une « démocratie » qui a pourtant à son actif les 28 assassinats perpétrés par le GAL à partir de 1983. Rappelons que les premières extraditions de réfugiéEs basques ont eu lieu sous Mitterrand en 1984. En 1986, le gouvernement Chirac a mis en place la procédure « d'urgence absolue » pour faciliter les extraditions. Depuis 2002, le mandat d'arrêt européen (MAE), véritable mesure d'exception purement judiciaire, s'est substitué à l'extradition et facilite la remise à Madrid de membres présumés de l'ETA et/ou de personnes qui, suite à l'interdiction de partis, de mouvements, et de médias, ont fui l'État espagnol et la torture qui y sévit toujours.

La répression doit cesser

Le Collectif chiffre à plus de 300 le nombre actuel d'exiléEs, dispersés

dans différents pays et continents. Certains des exiléEs ont acquis la nationalité du pays qui les accueille, d'autres vivent sous une fausse identité, ou sans papier, sans statut juridique ou administratif, n'étant pas reconnus en tant que réfugiés politiques. Certains sont gravement malades et ne peuvent pas se faire soigner ou opérer.

Le Collectif a annoncé sa participation au processus de paix initié par la Conférence d'Aiete d'octobre 2011 suivie, quelques jours après, par l'annonce de la fin de la lutte armée de l'ETA. Un processus toujours unilatéral puisqu'à ce jour l'État espagnol, suivi par l'État français, se refuse à tout dialogue.

Le Collectif a présenté une feuille de route en trois points :

- La fin des mesures et législations d'exception ; la liberté de mouvement de ses membres.

- La garantie des droits fondamentaux, la prise en charge de celles et ceux qui sont gravement malades ou en situation de marginalisation, le droit au retour pour toutes et tous.

- La nécessité que soit connu et rendu public tout ce qu'ont subi les exiléEs.

Le Collectif tend la main aux États espagnol et français « qui ne pourront l'ignorer encore longtemps » a précisé l'un d'entre eux. La première réponse des États, sans nuance, est la pour-

suite de la répression. L'Audiencia Nacional continue en effet à émettre des MAE. Comme par hasard, trois sont intervenus après le meeting de Biarritz, à l'encontre de Benat Atorrasagasti, Aitor Zubillaga et Jokin Aranalde, l'un des 14 porte-parole du Collectif. Ils sont actuellement en attente de la décision du Parquet de Pau. Leur avocate pose la question : « Pourquoi ces MAE aux faits très anciens sont-ils activés à l'heure actuelle ? » Elle ajoute : « ces MAE se fondent sur la violation des droits élémentaires flagrants, sur la base de déclarations faites sous la torture ». Autant de raisons d'être dans la rue samedi !

Claude Larrieu



CALVADOS

La Préfecture veut mettre les étrangers à la rue

Le préfet voudrait limiter l'accueil des étrangers demandeurs d'asile ou déboutés du droit d'asile.

En riposte, avec l'aide de partis, de syndicats et d'associations, des logements inoccupés ont été réquisitionnés.

Une centaine d'étrangers ont déjà été expulsés des centres d'hébergement d'urgence et 600 autres pourraient se retrouver à la rue d'ici fin août. Le préfet invoque les restrictions de crédits. En fait, il veut rendre l'hébergement plus difficile dans un département trop accueillant à ses yeux, quitte à créer des situations très difficiles pour les personnes concernées, dont des enfants. Or, les logements inoccupés sont nombreux, y compris dans le parc social. Ils pourraient permettre l'hébergement de toutes les personnes concernées, dans de bonnes conditions et, de plus, à un moindre coût qu'à l'hôtel ou chez des marchands de sommeil, formule mise en œuvre par les pouvoirs publics depuis des années malgré les critiques des associations.

Réquisition !

Mais ces expulsions estivales ne passent pas. Le Collectif 14 pour le respect des droits des étrangers, qui réunit des associations comme l'Asti, la Cimade ou la Ligue des droits de l'homme, des syndicats comme Solidaires ou la FSU, et des partis

politiques, du NPA au PS, a réagi immédiatement. Des militants de diverses composantes du Collectif, des militants libertaires et plusieurs personnes expulsées ont réquisitionné un ancien centre d'hébergement, inoccupé, le 202 rue de Bayeux à Caen. Ils ont créé une « assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions ». Alors que la vie s'organise avec les vingt à trente personnes qui ont désormais un toit, dont des familles avec des enfants en très bas âge, le propriétaire du lieu, un organisme HLM propriétaire de 18000 logements dans le département, a porté plainte pour occupation illégale... de logements inoccupés depuis septembre 2012 ! La popularisation de l'action et le soutien s'organisent. Des manifestations se déroulent tous les lundis devant la préfecture, sans oublier le conseil général, qui, lui non plus s'assume pas ses obligations comme la protection de l'enfance. La question d'élargir le mouvement de réquisition dans d'autres villes se pose, car la situation n'est pas meilleure dans bon nombre de départements.

Contre les politiques de restriction qui frappent le plus durement les immigrés et les plus démunis, un mouvement d'ensemble est nécessaire. En tout

état de cause, à Caen, le Collectif est bien décidé à ne pas lâcher et à faire respecter le droit à un logement pour

tous, y compris les demandeurs d'asile et les déboutés du droit d'asile.

Correspondant

TCHERNOBYL EN CORSE Un mensonge d'État

La Corse a été la région de France la plus contaminée par le nuage radioactif de Tchernobyl en 1986. Un mois après l'incident nucléaire en Ukraine, elle affichait les taux les plus importants de becquerels au point que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua, avait demandé l'arrêt de la balise installée sur l'île...

Laurent, délégué SUD, relève que le nouveau projet prévoit de conserver à Toulouse « 40 personnes dans les fonctions support au lieu des 145 recensées par la mission ministérielle... C'est une sacrée évaporation, cela correspond à une volonté de mutations et d'externalisation ». Depuis, tous les gouvernements se sont obstinés à nier le lien de causalité entre le nuage de Tchernobyl et les pathologies qui en ont résulté. Devant le manque de fiabilité et de vérité des études menées par l'État sur les retombées dans l'île, l'Assemblée de Corse décidait d'engager une enquête épidémiologique et d'en confier la réalisation à un organisme indépendant.

L'équipe de recherche du professeur Paolo Cremonesi, chef des urgences de l'hôpital Galliera de Gênes, a étudié, entre avril 2012 et juin 2013, les dossiers médicaux complets de plus de 14000 personnes non hospitalisées sur une période de 25 ans. L'étude présentée est une première en Europe et a permis de mesurer efficacement l'impact de la catastrophe de Tchernobyl.

Les résultats sont sans appel

L'enquête conclut, de façon certaine, à une corrélation entre la radioactivité qui a touché la Corse et l'augmentation des pathologies thyroïdiennes. Après le passage du nuage, le risque de thyroïdite a flambé de 78,28% chez les hommes ayant été exposés au nuage, de 55,33% chez les femmes

ÉLECTRICITÉ

Les tarifs flambent

Le gouvernement a fini par trancher : les tarifs de l'électricité vont augmenter de 5% en août, puis de 5% en août 2014. Une mesure qui va renforcer la précarité pour de nombreux usagers et continuer à accroître les bénéfices d'EdF et les dividendes de ses actionnaires.

Le ministère de l'Énergie a donc annoncé deux hausses de 5% des tarifs réglementés d'EdF, soit une augmentation de 10,25% en un an. Ce sont les plus fortes hausses des tarifs de l'électricité depuis la privatisation partielle d'EdF. Mais c'est aussi un renoncement (un de plus de la part de ce gouvernement) à l'engagement pris de limiter les augmentations à l'inflation.

D'autant plus que cette augmentation est difficilement justifiable au vu des 3,3 milliards d'euros net de bénéfices en 2012 d'EdF et au vu des 18% de la population qui se trouvent aujourd'hui en situation de précarité énergétique.

Et qui va payer ?

Ces augmentations sont censées couvrir l'explosion des coûts de production d'électricité d'EdF et ceux d'acheminement de ses filiales, ERdF et RTE, qui gèrent les réseaux électriques : déploiement des nouveaux compteurs Linky (150 euros par foyers), modernisation des réseaux ou investissements dans la sécurité des centrales nucléaires. Ces hausses concernent les tarifs bleus, destinés aux particuliers et aux petites entreprises. Pour les tarifs jaunes, réservés aux grandes entreprises, l'augmentation sera plus faible (+2,7% au 1^{er} août 2014). Quant aux tarifs verts, pour les industriels, ils resteront bien entendu inchangés.

On le voit, cette nouvelle flambée des prix va peser lourdement sur le pouvoir d'achat des plus modestes et sur l'ajout aux autres augmentations : tabac, gaz, TVA... mais toujours pas de nos salaires ou le SMIC. Encore un reniement du gouvernement !

Sandra Demarcq

COMMUNIQUÉ

Solidarité avec les 29 militants anti-nucléaires qui ont pénétré sur le site de la centrale de Tricastin

La logique de l'industrie nucléaire, c'est toujours plus de sécurité. Areva, EdF, le gouvernement s'acharnent à faire croire qu'elle est assurée, que tout va bien. Grillages, barbelés, polices spéciales, caméras, équipes cynophiles, en théorie tout est là. En pratique les militants de Greenpeace démontrent le contraire. Qu'elle est impossible, et que de fait, ces centrales sont dangereuses à plus d'un titre : pour le nucléaire lui-même, pour la cible potentielle qu'elles représentent, pour le modèle répressif de société qu'elles induisent. Les réactions du gouvernement confirment cela : en réponse à cette intervention militante, il annonce le renforcement des sanctions pénales, la criminalisation de l'action des anti-nucléaires. Hollande ne s'est engagé dans la fermeture d'aucune centrale, même les plus vieilles donc les plus dangereuses dont Tricastin fait partie, mais il s'apprête à cogner sur celles et ceux qui lui rappellent ses promesses. De ce côté là, pas de changement non plus !

Montreuil, le 15 juillet 2013



Les comités en action !

Toulouse (31) : solidarité avec la révolution populaire égyptienne

Au vu de la mobilisation historique en Égypte, le NPA a pris l'initiative d'un rassemblement de soutien au peuple égyptien le mercredi 3 juillet, au moment même où l'ultimatum de 48 heures posé par l'armée prenait fin. Proposé à l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives de gauche, le rassemblement était finalement appelé par Alternative libertaire, Coup pour Coup, le Front populaire Tunisie, OCML-Voie prolétarienne et le NPA sur le mot d'ordre « *Morsi dégage ! L'armée dans ses casernes ! Place au peuple* ». Malgré l'appel de dernière minute et la période estivale, 35 personnes se sont retrouvées pour marquer leur solidarité avec les Égyptiens en lutte. Un point noir cependant : la gauche antilibérale était absente. Même si le Parti communiste français s'est dit disponible pour de futures initiatives, certaines composantes du Front de gauche comme Convergences et alternative ont explicitement refusé de se joindre à l'initiative, au prétexte que « *l'armée soutient les manifestants et elle-même est soutenue et financée par les USA...* ». Un campisme inquiétant qui n'est pas sans rappeler le refus d'une partie de la gauche de soutenir la mobilisation populaire en Syrie, ou encore le refus du Front de gauche de s'opposer à la guerre coloniale au Mali. Souhaitons qu'il soit possible à l'avenir d'organiser l'unité la plus large autour de la satisfaction des revendications sociales et démocratiques du peuple égyptien, que ni les islamistes, ni l'armée, ni les libéraux ne sauront satisfaire.

DR



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Tout tout tout, vous saurez tout...



Lors de la dernière université d'été en 2012. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Du dimanche 25 au mercredi 28 août inclus aura lieu à Port-Leucate la 5^e Université d'été du NPA. L'occasion de revenir sur les mobilisations internationales qui nous ont enthousiasmés ces derniers mois, préparer une rentrée sociale où nous attend une rude bataille sur la question des retraites, et des prochains mois riches d'échéances politiques dans la rue et dans les urnes.

Depuis la fondation du NPA, l'université d'été est devenue un rendez-vous qui a pleinement trouvé sa place. Temps de réflexion et de convivialité, elle permet chaque année à ses centaines de participantEs de s'exprimer dans les débats les plus pointus, d'assister des séances de formation et d'éducation populaire, et de faire des rencontres militantes que l'on aurait bien du mal à faire ailleurs. Où croiser dans un même espace des militantEs et sympathisantEs des 4 coins du pays, des intellectuels de la gauche radicale et des anticapitalistes venus de plusieurs continents ?

Le plein d'invités

Cette année, c'est le journalisme qui guidera notre réflexion. Non que l'on pense que militer c'est commenter, mais parce que dans notre réflexion sur la période, le journalisme peut quelquefois faire œuvre de militantisme contre les scandales et les injustices qui émaillent le système. Ainsi, la journaliste et écrivain Florence Aubenas sera parmi nous pour discuter de cet engagement social qui est le véritable fil conducteur de son activité professionnelle. Otage en Irak en 2005, ex-présidente de l'Observatoire international des prisons (OIP) durant trois ans, grand reporter en Syrie en 2012 et aujourd'hui présidente du comité de soutien des deux reporters enlevés récemment en Syrie, Florence participera à des échanges qui vont être passionnants. Les affaires de la République auront marqué ces derniers mois politiques (et cela n'est pas fini), et parmi celle-ci l'affaire Cahuzac aura eu un rôle éclairant sur la conversion dangereuse d'une certaine gauche au monde de la finance. Journaliste à l'origine de cette affaire, Fabrice Arfi de Mediapart sera présent pour démontrer le fonctionnement trop ordinaire de ce système. De la contestation d'un système, mais sous d'autres formes, il en sera aussi largement question dans nos ateliers internationaux,

et cela souvent en compagnie de militantEs témoins ou porteurs d'expérience de radicalisations profondes, de sursauts révolutionnaires. Aujourd'hui, le Brésil, la Turquie, l'Égypte, la Tunisie, la Grèce... Hier, le Chili à l'occasion des 40 ans de la vaste mobilisation populaire... et du coup d'État de Pinochet ! Enfin, des personnalités du mouvement social seront aussi là pour échanger et débattre. Dans le cadre des séances de la Société Louise-Michel et *Contretemps*, à l'invitation de la maison d'édition Agone (l'économiste Christophe Darmangeat), mais aussi dans le cadre du programme du NPA, avec Patrick Saurin, syndicaliste, ou Bernard Friot, économiste et sociologue. Dans le cadre de soirées, Xavier Mathieu nous présentera la lutte de Continental autour du film consacré à cette mobilisation, et plusieurs participantEs aux luttes des quartiers populaires d'hier et d'aujourd'hui seront présents autour des 30 ans de la Marche de l'égalité.

La variété des thèmes

On le sait, la question des retraites sera certainement la mère des batailles de ces prochains mois, alors que le gouvernement prépare le terrain de ses propositions de contre-réforme libérale. Cette question sera donc bien présente dans notre université d'été, notamment dans un cycle de la commission santé sécu social consacré à la question de la protection sociale, ou avec des représentantEs de différentes organisations – associations et syndicats – lors du meeting du dimanche soir. Les prochains mois seront aussi marqués par des échéances électorales dans lesquelles le NPA sera présent. Lors de l'université d'été, l'Europe, sa crise et nos réponses, sera abordée dans différentes séances, ainsi que le travail de nos élus municipaux, petits mais costauds, et les questions auxquels ils ou elles sont confrontés (emprunts toxiques, logement, transports...). Les grandes échéances de l'année écoulée, les terrains sur lesquels nous nous sommes mobilisés

ces derniers mois, seront évidemment abordés. Après les manifestations pour « le mariage pour touTEs », l'égalité des droits et la famille (PMA, GPA)... La mobilisation pour la défense de l'emploi et contre les licenciements, ainsi que nos réponses aux menaces de fermetures d'entreprise (nationalisations, socialisations)... La lutte contre l'extrême droite et ses différents visages... Le rejet des « grands projets inutiles » tel Notre-Dame-des-Landes dans le cadre d'un cycle sur la question des transports... seront bien évidemment abordés par les commissions nationales du NPA, en compagnie quelquefois d'invités. La commission formation revisitera les leçons stratégiques des années 30 : crise économique, lutte contre le fascisme, front unique ouvrier, rupture révolutionnaire et république... Une actualité brûlante. Et le grand cycle sur « les figures du mouvement ouvrier » continue. Avec Clara Zetkin, Alexandra Kollontai et Emma Goldman, honneur aux femmes en lutte !

Et tout le reste...

Et puis, comme chaque année, il y a tout le reste : Karl Marx dans une pièce de théâtre de la compagnie l'Autre scène, librement inspirée par Howard Zinn, et en musique s'il vous plaît... Un apéro musical au son de la Bossa Jazz... Des rencontres avec des auteurs du côté de la librairie La Brèche... Une chorale révolutionnaire... Des pochoirs politiques pour redécorer les sols et murs de vos villes... La place manque dans cet article déjà trop long pour faire le tour intégral d'un programme qui sera en ligne dans quelques jours sur le site national du NPA. En attendant, si vous ne l'avez pas encore fait, pensez quand même à vous inscrire au plus tôt... On vous a dit qu'il y avait aussi le soleil, la plage et une mer qui n'attend que vous ?

Commission Université d'été

Pour plus de précisions, retrouvez la rubrique sur le site du NPA ou écrivez nous à universite.ete@npa2009.org



LES BROCHURES

NON À LA GUERRE AU MALI ET ON LÂCHE RIEN, ON CHANGE TOUT SONT DISPONIBLES

– Auprès des militantEs et à la librairie La Brèche à Paris au prix de deux euros
– Par correspondance pour trois euros (port compris) à :

NSPAC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires, merci de nous contacter à :

diffusion.presse@npa2009.org

Feuilleton de l'été

ÉPISODE 4 

CAUCHEMAR 2034 DE GÉRARD DELTEIL

Nadia me prit par le bras et m'entraîna dans la rue qui menait à la basilique de Saint-Denis. À part quelques djellabas, niqabs, barbes et le hijab obligatoire, la foule qui se pressait devant les magasins n'était pas très différente de celle de ma cité. Les Gardiens de l'Islam qui patrouillaient par groupes de trois, leur courte matraque accrochée à leur ceinturon, avaient l'air aussi bêtes et méchants que les flics de la BAC et certains de mes collègues de la Brigade laïque, mais ils ne semblaient s'intéresser ni aux mèches que nombre de jolies passantes laissaient artistement dépasser de leur foulard, ni à leurs jeans moulants et leurs talons hauts, sinon pour en mater quelques-unes. Deux drones tournaient au dessus nos têtes, mais personne n'y prêtait attention.

- Ils sont devenus beaucoup plus cools ces dernières années, dit Nadia, qui avait remarqué mes regards surpris. Les gens commençaient à en avoir marre, surtout les jeunes, et les intégristes purs et durs ont été mis en minorité au Conseil de Zone. Le nouveau gouverneur la joue modéré. De la musique rap sortait des grosses baffles qu'un marchand de fringues avait installées devant sa boutique.

- Il y a encore trois ans, tu n'aurais pas entendu ça dans la rue.

Des échafaudages avaient été dressés contre les murs de la basilique.

- Elle est toujours en cours de restauration. Il y avait de sacrés dégâts. Dix ans plus tôt, pour célébrer à sa manière le deux-cent-cinquantième anniversaire du couronnement de Louis XVI, un commando du Cœur de Jésus s'était infiltré dans la zone autonome et avait occupé la basilique, prétendant arracher le tombeau des rois de France aux infidèles. L'affrontement avait fait plusieurs dizaines de morts. L'armée avait dû exfiltrer les survivants du commando par hélicoptère après avoir arrosé de missiles les abords de la basilique. Par représailles, un mois plus tard, un kamikaze se faisait sauter dans la nef de Nicolas-du-Chardonnet. Les années suivantes avaient été marquées par une extrême tension, la construction du mur de barbelés électrifiés pour isoler la zone et l'apparition, à Sarcelles, de la petite Tshal qui avait conclu des accords d'assistance militaire avec Civitas, Cœur de Jésus et une fraction des Identitaires. Le gouvernement tolérait leurs milices aux termes du décret de 2019 sur les religions judéo-chrétiennes laïcocompatibles. Les accrochages s'étaient alors multipliés, mais, au fil du temps, le développement des relations commerciales avait mis fin aux incidents les plus violents. La main-d'œuvre bon marché de la zone intéressait beaucoup de patrons et les notables locaux y trouvaient leur compte.

- Tu vois, on n'a pas transformé votre basilique en mosquée, plaisanta Nadia. On dépense même du fric pour la restaurer.

- D'abord ce n'est pas ma basilique, à titre personnel sa destination religieuse ne m'intéresse pas. Je pense seulement que c'est une bonne chose de préserver un monument historique. Ensuite, figure-toi que je le savais. J'ai vu pas mal de reportages sur votre zone.

- J'en ai vu aussi quelques-uns. La plupart sont nuls, mais pas pires que les émissions de propagande de Zone TV.

Nadia m'invita à la suivre dans un immeuble assez bien entretenu. Nous nous retrouvâmes assis face à face, en compagnie de ses parents, dans un appartement au décor plutôt moderne.

- Je tiens à vous remercier pour ce que vous avez fait ce matin. C'est bien que des jeunes gens comme vous refusent de suivre des consignes ridicules, dit le père, un homme au visage fin et au regard chaleureux. Ces gens m'intimidaient un peu. J'avais espéré rester en tête à tête avec Nadia.

- Tu te demandes sans doute pourquoi j'ai voulu te rencontrer, remarqua celle-ci, fine mouche.

- On ne peut rien te cacher.

- Alors je vais te raconter notre histoire ■ ■ ■



Musique

RANDOM ACCESS MEMORIES

Daft Punk, Columbia, 2013, 16 euros



La disco pour les nuls est-elle nulle? Impossible à ignorer, les Daft Punk ont déferlé sur la France, et même le monde, avec *Random Access Memories*. Son succès commercial, y compris en ventes physiques (les CD) a redonné

le sourire à leur major, qui par ailleurs attend surtout la pluie dorée des «synchros» (pub ou télé). Certes, le duo composé de Thomas Bangalter et de Guy-Manuel de Homem-Christo, qui aiment se cacher sous des casques de robot (au point qu'une bande de braqueur avait été surnommé du nom du groupe par la police en PACA), occupe une place singulière. Ils constituent l'un des rares exemples hexagonaux accomplis de groupes «passeurs», capables de populariser auprès du grand public des styles «pointus». Leur premier album *Homework* démocratisait une révolution électronique en marche (dont les themidoriens Bob Sinclar ou David Guetta ont vendu l'âme). Le second opus *Discovery* présentait à la masse la beauté élitiste de la house, portée par la voix magique de

RomAnthony, DJ (écoutez son titre «The wanderer») et chanteur «underground», aujourd'hui disparu, pendant que leur collaboration avec le créateur de Albatour sur «Interstella 5555» prolongeait leur ouverture grand public.

Le nouvel opus paraît avoir renoncé



à cette ambition. Fruit d'une collaboration avec Nile Rodgers, génial producteur de disco grande époque, notamment avec Chic, et la star Pharrell Williams, le titre phare «Get Lucky» illustre plutôt l'envie d'assurer ses arrières en jouant sur la nostalgie collective. L'hommage à Giorgio Moroder, l'homme derrière le succès de Donna Summer, s'inscrit dans cette sympathique gestion du plus petit patrimoine musical commun. Cela dit, le label Ed Banger, fondé par leur manager Pedro Winter, qui fête ses dix ans (cf. leur compilation «Ed Rec vol. X»), continue, malgré son vernis branchouille, à produire des artistes et des titres bien plus fidèles à cette envie de faire de l'éduc pop avec la pop.

King Martov



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

EXPO
COSTA-GAVRAS: CARNETS PHOTOGRAPHIQUES
Maison européenne de la photographie, 5/7 rue de Fourcy, Paris 4^e, du 26 juin au 15 septembre 2013



Auteur de films mythiques, de *Z* à *Capital*, son dernier film, en passant par *l'Aveu*, *Clair de Femme* et *Missing*, Costa-Gavras est aussi photographe. Avec environ 70 images, l'exposition présente une sélection de photographies de voyage (en Palestine, Russie, Amérique latine), de portraits (sa famille ainsi que des personnalités du monde du cinéma et de la politique), et de ses engagements politiques. À la fin de ce parcours photographique, Costa-Gavras rend un vibrant hommage à Chris Marker, à travers une sélection de photos prises par celui-ci sur le tournage de *l'Aveu*, en 1970. On reconnaît dans l'ensemble de ce travail en noir et blanc à la fois la lucidité d'un regard et la sensibilité d'un homme pour lequel la vie doit être vécue avec chaleur et conviction.

Milo

Essai

EN FINIR AVEC L'EUROPE

Sous la direction de Cédric Durand, La Fabrique éditions, 2013, 15 euros



d'un programme d'austérité et de casse des acquis sociaux. Par contre, les salariéEs et l'ensemble des dominéEs continuent de lutter pays par pays. Sur la base de ces constats, les auteurs soutiennent qu'il serait illusoire pour le mouvement ouvrier de se fixer comme objectif une «autre Europe», sociale et démocratique. La seule perspective crédible est celle d'une victoire sociale dans un pays. L'ouvrage revient aussi sur la genèse de l'Union européenne et analyse sa nature non-démocratique. Il montre que l'Union européenne est de plus en plus un espace hiérarchisé, avec un Sud subordonné à des décisions dont la bourgeoisie allemande est désormais, selon les auteurs, la principale inspiratrice. On y trouvera également des développements sur l'extrême droite et le rôle de l'Aube dorée grecque comme milice au service des politiques d'austérité. L'ouvrage est d'une lecture stimulante.

Certains développements peuvent être contestés. Il faudrait approfondir l'analyse des différentes classes dominantes qui sont loin d'être passives et entièrement subordonnées à l'Allemagne. Les revendications par lesquelles se conclut l'ouvrage sont, notamment, trop étroitement économistes. Mais l'essentiel est ailleurs: la question européenne est-elle, comme le soutiennent les auteurs, une question secondaire pour les gauches sociales et politiques? Tout en dénonçant les traités européens, en se prononçant pour le «non» à chaque référendum, les marxistes révolutionnaires ont avancé simultanément la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. Ils ont soutenu toutes les initiatives allant dans le sens de la convergence des luttes: euro grèves (notamment dans le rail), marches des chômeurs, forums sociaux, etc. Le NPA a stigmatisé le caractère anti-démocratique des décisions

En finir avec l'Europe... Le titre est provocateur et discutable. Le livre prend acte de l'évolution du processus européen. Bourgeoisies et forces politiques dominantes, de droite et de gauche, sont unifiées sur l'essentiel

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

	Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs/précaires	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	NO DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :			CLÉ RIB	Date :
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755			Signature : _____	
Titulaire du compte			Établissement teneur du compte	
Nom :			Banque :	
Prénom :			Adresse :	
Adresse :			Code postal :	
Code postal :			Ville :	
Ville :			Code postal :	
Mail :			Ville :	

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
	Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires			
	Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 36 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

3 000

C'est le nombre de kilomètres de lignes ferroviaires ralenties en raisons d'insécurité liées au vieillissement du réseau, selon Gilles Savary, député PS et rapporteur de la future réforme. Quand économies et sécurité ne font pas bon ménage.

ACCIDENT DE BRÉTIGNY (91)

Remettre le ferroviaire sur de bons rails

Vendredi 12 juillet, le train express Corail Paris-Limoges a déraillé à grande vitesse en gare de Brétigny-sur-Orge. Cet accident, le plus grave depuis 25 ans, a fait 6 morts et plus de 60 blessés.

Si Hollande et Ayrault ont immédiatement défilé sur les lieux pour verser une larme, Valls s'est une fois plus distingué en déployant un imposant dispositif dit de sécurité, provoquant des heurts et ordonnant brutalement à la population de dégager. De longues enquêtes seront nécessaires pour déterminer pourquoi une éclisse, pièce de liaison d'un aiguillage, s'est désolidarisée du rail. Pour les cheminots, le doute n'est pas permis: ce sont la vétusté des infrastructures et le manque de moyens pour assurer l'entretien du matériel qui sont en cause.

Décomposition des services publics

La libéralisation du transport ferroviaire a conduit depuis 1991 à la séparation des différentes activités pour rechercher une rentabilité prenant peu en compte la sécurité des personnels et des usagers. Sa mise en œuvre par les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédé depuis a conduit à une grave détérioration du réseau. L'administration de Réseau ferré de France (RFF) reconnaît l'usure des rails. L'âge moyen des lignes nationales est passé de 15 ans en 1990, à 20 ans en 2005. Près de 20% des lignes sont jugées obsolètes, 60% seront inutilisables à l'horizon 2025. Beaucoup de trains sont vétustes avec une majorité de trains Corail de plus de 30 ans. Les usagers du chemin de fer constatent depuis des années la dégradation continue du réseau: pannes à répétition, retards quotidiens sur certaines lignes. Le nombre de kilomètres nécessitant de rouler à vitesse réduite en raison de l'état des infrastructures a doublé en cinq ans.

Les cheminots dénoncent la difficulté croissante d'assurer correctement la maintenance et le contrôle du matériel. Alors que le trafic est en croissance, les cheminots sont de moins en moins nombreux: 10000 emplois ont été supprimés depuis 2007, et plus de 1800 nouvelles suppressions d'emploi sont prévues, entraînant la dégradation des conditions de travail et les atteintes à la santé des cheminotEs. Ces 5 dernières années, 22 cheminotEs se sont suicidés sur leur lieu de travail, 26 autres en dehors. Le transport ferroviaire est victime de la même politique que le système de santé, la poste ou les télécoms. Transformés en clients, les usagers paient de plus en plus cher pour un service toujours dégradé. La réorganisation envisagée par le gouvernement va dans le même sens. En juin, la forte mobilisation des cheminotEs contre cette réforme montre que la riposte est possible. Les usagers devront s'associer à cette bataille du rail pour un service public de qualité et la sécurité des usagerEs et des salariéEs.

Robert Pelletier

AGRICULTURE

Toujours pour les mêmes

La réforme de la Politique agricole commune (PAC) décidée à Bruxelles pour 2014-2020 concerne 12 millions d'exploitations. Et pas grand chose ne change sur le fond.

Malgré de timides avancées, la Confédération paysanne et le Modéf, syndicats minoritaires, sont révoltés par les mesures insuffisantes. La FNSEA, majoritaire, et ses alliés de l'agro-alimentaire craignent une baisse drastique de l'aide publique et des mesures environnementales contraignantes: les voilà rassurés! Si le «verdissement» de la PAC et une répartition plus juste de l'aide publique sont deux axes importants, il ne reste pas grand-chose des promesses faites. Pas de rotation obligatoire des cultures, incluant le semis de protéagineux (pois, fèves...) ou de légumineuses (trèfle, luzerne...) qui amèneraient utilement les sols, tout en nous libérant de la coûteuse dépendance au soja sud-américain, OGM ou pas. Tout juste un saupoudrage financier pour aider les pratiques un peu plus respectueuses de l'environnement: bio, pâturages permanents, diversification des cultures, protection de réservoirs de biodiversité...

La monoculture et l'agriculture intensive ont encore les coudées franches.

Un si léger vernis

80% de l'argent public continuera donc d'enrichir 20% des paysans. La réforme prévoit un rééquilibrage à l'avantage des producteurs victimes de marchés déprimés (lait, viande, fruits, légumes...), alors que le cours mondial des céréales assure aux céréaliers de confortables revenus. Une surprime aux 50 premiers hectares devrait permettre de consolider les petites exploitations. D'autre part, la PAC 2014 prévoit que chaque État puisse utiliser à sa guise de 8 à 13% du montant des aides directes pour soutenir les secteurs en difficultés. Cette «renationalisation» partielle de la politique agricole est attendue par bon nombre de petits paysans, mais reste contestée par José Bové et ses amis, «européistes» convaincus. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, n'a toutefois pas indiqué ce qu'il fera de cette liberté.

Le plafonnement des subventions est fixé à 300 000 euros annuels par exploitation. C'est outrageusement élevé car la moitié des paysans français ont un revenu inférieur au Smic.

La commission a donc accouché d'une énième réforme agricole libérale, tout juste habillée d'un vernis de justice et d'écologie. C'est bien peu.

CorrespondantEs de la commission nationale écologie



PHOTO THÉQUE ROUGE/MANEL

SYRIE

Soutien aux journalistes enlevés

Un mois après leur enlèvement, un comité de soutien aux journalistes français enlevés en Syrie a été formé le 8 juillet dernier, avec l'accord de leurs familles.

Didier François, grand reporter à Europe 1 et Édouard Elias, photographe indépendant, ont été interceptés le 6 juin par des hommes armés alors qu'ils faisaient route vers Alep, dans le nord-ouest de la Syrie. Leurs familles et leurs rédactions sont sans nouvelles.

Sans aucune information

Depuis le début de la révolution syrienne en mars 2011, 24 journalistes étrangers ont été tués, ainsi

que 58 citoyens-journalistes syriens. Une quinzaine de reporters étrangers sont actuellement otages en Syrie, dont une dizaine d'Occidentaux. Les affrontements en Syrie se caractérisent par l'absence totale d'information ou même de revendication concernant les journalistes portés disparus.

Présidé par Florence Aubenas, le Comité de soutien s'est réuni mardi 9 juillet devant les locaux d'Europe 1 à Paris, afin de dévoiler une grande photo des deux reporters, photo affichée sur la façade de la station.

De leur côté, les familles ont été reçues lundi 8 juillet après-midi par Fabius et Hollande qui avaient demandé la libération des deux journalistes au lendemain de leur enlèvement.

Pour les familles, comme pour les soutiens, la mobilisation vise à ce que leur libération reste une priorité absolue, quels que soient les aléas de la scène internationale. Nous nous associons à ce combat.

BIEN DIT
Zimmerman aurait été puni plus sévèrement s'il avait tué un daim sans permis de chasse

MICHAEL MOORE, réalisateur, à propos de l'acquittement du vigile qui a tué Trayvon Martin, jeune noir américain

TOUT! hebdomadaire est à nous du Nouveau Parti anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil Cedex
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication: Ross Harrold
Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz
Maquette: Ambre Bragard, Goulven Schaal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT